



PRÉFET DE LA SEINE- MARITIME

Liberté
Égalité
Fraternité

Revue de presse du 5 janvier 2026

Accédez directement à l'article souhaité depuis cette page sommaire en cliquant

l'icône



située en haut à gauche de cette page Résana.

Sécurité

- Alcool, drogues, vitesse... Sur les routes, contrôles intensifiés après la fête contre « les risques invisibles » (Paris Normandie)
- Isneauville. Vitesse, drogue et alcool : tolérance zéro pour les comportements à risques (Courrier Cauchois)
- Près d'Yvetot. Alcool, stupéfiants et protoxyde d'azote : opération d'ampleur, une vingtaine de gendarmes mobilisés (Courrier Cauchois)
- Normandie. Le site de La Poste est bloqué : la piste d'une cyberattaque évoquée ? (Tendance Ouest)
- Près du Trait. Un chasseur découvre un cadavre en forêt (Courrier Cauchois)
- « Forcément, on pense à l'incendie du Cuba Libre »... Après le drame en Suisse, des professionnels en alerte (Paris Normandie)
- Contrôlé avec 500 kg de tabac au péage du pont de Normandie, le père de famille condamné à une amende colossale (Paris Normandie)

Social et société

- "J'ai les mains congelées" : quand les personnes sans-abri dépendent des maraudes de l'Autobus Samusocial de Rouen (France Bleu)
- Les repas chauds servis par les Restos du cœur à Rouen attirent beaucoup de monde (France 3)
- Seine-Maritime. Salaires : la Normandie légèrement en dessous de la moyenne nationale (Courrier Cauchois)

Conditions météorologiques

- Météo : Vigilance orange, averses de neige, accidents... Suivez avec nous la situation en Normandie (Paris Normandie)
- Seine-Maritime. Neige : circulation interdite aux poids lourds sur plusieurs routes majeures (Courrier Cauchois)
- La neige tombe abondamment en Seine-Maritime en ce lundi matin (76 actu)
- Neige autour de Neufchâtel-en-Bray : circulation très perturbée sur l'A28 et sur les axes secondaires (76 actu)

Économie et vie des entreprises

- Argan renforce sa présence en Seine-Maritime avec deux plateformes logistiques (gazette de Normandie)
- Futerro soumet officiellement les demandes de permis pour sa future bioraffinerie à Port-Jérôme-sur-Seine (Normandinamik)

Agriculture

- Ces agriculteurs en colère nous expliquent pourquoi ils se mobilisent ce lundi 5 janvier (France 3)
- En Normandie, les Jeunes Agriculteurs passent à l'action lundi 5 janvier 2026 (Paris Normandie)
- Agriculteurs. Pont de Normandie, A84... Plusieurs manifestations prévues lundi 5 janvier (Tendance Ouest)
- Colère agricole : les Jeunes agriculteurs prévoient un blocage partiel du pont de Normandie ce lundi (France Bleu)
- Les agriculteurs vont manifester ce lundi sur le pont de Normandie : attention à la circulation (76 actu)

Collectivités locales et équipements publics

- Le feuillet de la piscine de Bihorel se poursuit : voici le dernier rebondissement en date (76 actu)
- Mais pourquoi la préfecture a-t-elle mis à l'amende la commune de Cléon près de Rouen ? (Paris Normandie)
- Ce qui vous attend en 2026 à Dieppe : des travaux, les équipements, l'économie... (Paris Normandie)
- « Hausse de 35,6 % des verbalisations » : à Dieppe, que révèlent les chiffres du stationnement ? (Paris Normandie)
- Près d'Elbeuf, ces commerçants vivent douloureusement le renouvellement urbain (Paris Normandie)

Environnement

- Le Fonds européen FTJ accélère la transition climatique en Seine-Maritime (Gazette de Normandie)
- Deux mètres d'eau dans les rues : le réchauffement climatique peut-il submerger Le Havre ? (Paris Normandie)

Transport

- SERM de Rouen : les partenaires valident le dossier pour obtenir le statut officiel (Gazette de Normandie)
- Ferroviaire : Alstom mise sur son usine de Petit-Quevilly (Gazette de Normandie)

Nucléaire

- La Centrale nucléaire de Paluel lance sa quatrième visite décennale pour l'une de ses unités de production (France 3)
- Paluel. Un chantier historique commence à la centrale nucléaire (Courrier Cauchois)

Santé

- Les urgences du CHU de Rouen accusent un temps d'attente « très long » (Paris Normandie)
- « La médecine libérale ne répond plus » : pourquoi les médecins seront en grève à partir de lundi ? (Paris Normandie)
- "Notre manière d'exercer est de plus en plus oppressante" : les médecins sont en grève dans l'Eure et en Seine-Maritime (France Bleu)

- Près d'Yvetot. Un scandale sanitaire à la hauteur de celui de l'amiante ? Le créosote pourrait causer des cancers (Courrier Cauchois)
- Yvetot. Pourquoi des cabinets médicaux sont-ils fermés à partir de lundi ? (Courrier Cauchois)
- En Normandie, l'épidémie de grippe se poursuit et les hospitalisations sont en hausse (Paris Normandie)

Politique

- Goderville. Municipales 2026 : au moins sept maires vont rendre leur tablier (Courrier Cauchois)
- Municipales 2026 : Bruno Guilbert candidat à sa réélection à la tête de Franqueville-Saint-Pierre (76 actu)
- Municipales 2026. À Anneville-sur-Scie, le maire sortant brigue un nouveau mandat (Paris Normandie)
- Ancien Premier ministre, Édouard Philippe conserve son chauffeur et sa protection (Paris Normandie)
- « Je ne suis pas un monarque » : après plus de 40 ans de mandat, Jean-Jacques Brument raccroche, près de Dieppe (Paris Normandie)
- Municipales 2026 : Sophie Zarifian, figure de proue du collectif Le Havre en débat, se déclare candidate (Paris Normandie)
- Municipales 2026 : Jean-Pierre Bigot veut « réinventer la mairie » à Sassetot-le-Mauconduit (Paris Normandie)

Patrimoine

- Bois-Guilbert : 120 000 € du Loto du patrimoine pour sauver sa serre historique (Gazette de Normandie)

Distinctions

- Légion d'honneur : qui sont les Normandes et Normands distingués dans la promotion de ce 1er janvier 2026 ? (Ouest France)
- Seine-Maritime. Légion d'honneur : le préfet de Normandie promu au grade d'officier (Courrier Cauchois)

Alcool, drogues, vitesse... Sur les routes, contrôles intensifiés après la fête contre « les risques invisibles »

Anthony QUINDROIT

5-6 minutes

Au lendemain de la Saint-Sylvestre, plusieurs opérations de contrôles sur les routes de la Seine-Maritime l'ont rappelé à des automobilistes positifs au volant alors que leur dernier verre avait été consommé bien plus tôt. Des « risques invisibles » contre lesquels se mobilisent les agents.



Publié: 2 Janvier 2026 à 07h39 Temps de lecture: 2 min

Sur la zone de la Ronce, en ce 1er janvier 2025, les gendarmes se déploient. Au loin, les gyrophares de deux motos bleues annoncent qu'un véhicule en excès de vitesse a été intercepté. Sur le rond-point qui jouxte une zone commerciale, les agents ont dégainé les éthylotests. Il est 15h30 passées, mais les effluves de la nuit de [la Saint-Sylvestre](#) ne se sont peut-être pas encore dissipés pour tout le monde... Or, quelques heures de sommeil n'effacent pas d'un coup de baguette magique une soirée d'excès...

« *On vise un autre public*, confirme Gilles Lherminier, commandant en second de l'escadron départemental de contrôle des flux (EDCF) de la Seine-Maritime. *C'est le conducteur qui a dormi un peu et qui pense qu'au réveil, il peut reprendre le volant comme si de rien n'était* »... Sauf que « *l'alcoolémie résiduelle* » n'est pas plus autorisée au volant qu'une autre forme d'alcoolisation. Alors, après la nuit de la Saint-Sylvestre, cinq zones de contrôles ont été couvertes sur le territoire seinomarin pendant la journée du 1er, avec une attention spécifique à l'alcoolémie, à la vitesse et aux stupéfiants et mobilisant pas moins de soixante-dix agents.





Aucune inquiétude pour cet automobiliste qui a passé un nouvel an très raisonnable. Pour d'autres, en revanche... - photo Paris Normandie / ANTHONY QUINDROIT

« Nous ne pouvons pas nous satisfaire de cela »

« Dans les accidents mortels enregistrés en 2024, les excès de vitesse sont impliqués dans 34 % des décès, l'alcool dans 23 % des cas et les stupéfiants dans 14 % d'entre eux, rappelle Julia Capel-Dunn, directrice du cabinet [du préfet](#) de la Seine-Maritime, présente sur le contrôle. Il y a une tolérance zéro. »

D'autant que les chiffres, encore non consolidés, de la mortalité sur les routes seinomarines semblent en baisse en 2025. Le chiffre provisoire fait état de 46 morts sur les routes en 2025 quand 2024 s'était révélée particulièrement meurtrière avec 59 victimes. *« Mais cela ne nous satisfait pas, nous restons notamment au-dessus du chiffre de 2023, année durant laquelle 41 personnes avaient perdu la vie. Nous ne pouvons pas nous satisfaire de cela. »*

Protoxyde d'azote

À quelques mètres, la file de véhicules s'allonge. Benjamin ouvre sa vitre côté conducteur et souffle sans sourciller : *« J'ai fait la soirée sans alcool et je n'en ai pas consommé même ensuite, donc aucun problème »*, glisse-t-il avant de reprendre tranquillement la route après un contrôle qui aura duré moins d'une minute. Derrière, les résultats sont heureusement négatifs également. Du côté de la vitesse, en revanche, les motards sont plus sollicités sur le tronçon de l'A28 voisin.

« Ce type de contrôle est multiplié les lendemains de fête ou de départ en vacances car ce sont des moments de relâche », confirment les forces de l'ordre, également intervenues pour *« trois cas liés [au protoxyde d'azote](#) »*, un facteur aggravant quand il est question de comportement dangereux.

Isneauville. Vitesse, drogue et alcool : tolérance zéro pour les comportements à risques

Anaëlle Dessole

~3 minutes

Ce jeudi 1^{er} janvier, les forces de l'ordre étaient mobilisées pour assurer la sécurité, en particulier sur les routes. C'était le cas, par exemple, à Isneauville, où les militaires de l'escadron départemental de contrôle des flux (EDCF, anciennement escadron départemental de sécurité routière) ont organisé deux contrôles simultanés : l'un concernant la vitesse sur l'A28, l'autre pour l'alcool et la drogue. Ils ont occupé les lieux choisis entre 15 et 19 heures. L'objectif, montrer que les forces de l'ordre sont présentes la nuit mais aussi le lendemain, alors que la fête n'est pas forcément terminée.



Les automobilistes ont systématiquement été contrôlés pour l'alcool
- Anaëlle Dessole

"L'alcoolémie résiduelle est souvent sous estimée"

Julia Capel-Dunn, directrice du cabinet du préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime, était sur place, aux côtés des gendarmes. Elle le rappelait : *"Nous visons ici trois objectifs. Celui de protéger, en retirant de la circulation des personnes qui*

représentent un danger. Celui de sensibiliser aux risques invisibles du lendemain, concernant la consommation d'alcool. [L'alcoolémie résiduelle est souvent sous-estimée](#). Celui de rappeler la tolérance zéro pour les comportements dangereux que sont la vitesse, la consommation d'alcool et de produits stupéfiants". Elle complétait : "Les stupéfiants sont en cause dans 14 % des accidents mortels, on monte à 23 % lorsqu'il s'agit d'alcool et à 34 % en ce qui concerne la vitesse".

Vitesse, alcool et stupéfiants

Pour le réveillon, près de 600 policiers, gendarmes et militaires de l'opération Sentinelle étaient sur le pont, ainsi que 700 pompiers mobilisables. Entre le 31 décembre, 7 heures et le 1^{er} janvier, 7 heures, les sapeurs-pompiers du Sdis76 ont enregistré 326 interventions. Quatorze interpellations ont été effectuées par les forces de l'ordre notamment pour des violences urbaines, de la détention de protoxyde d'azote, du survol de drone d'une zone interdite...

45 conduites sous l'empire d'un état alcoolique

Les différents contrôles routiers organisés dans la nuit et toute la journée ce jeudi 1^{er} janvier ont permis de relever les infractions suivantes : **45** conduites sous l'empire d'un **état alcoolique**, **4** conduites après **usage de stupéfiants**, **4** détentions de **stupéfiants**, **30 infractions** diverses (défaut de contrôle technique, etc.) et **13 excès de vitesse**.

Près d'Yvetot. Alcool, stupéfiants et protoxyde d'azote : opération d'ampleur, une vingtaine de gendarmes mobilisés

Anaëlle Dessole

~2 minutes

Les [conditions météorologiques difficiles](#) n'ont pas découragé ceux qui venaient assister au showcase d'un rappeur français annoncé samedi 3 janvier, à l'Excalibur à Grémonville, entre Yvetot et Yerville.

Les gendarmes d'Yvetot, ceux du peloton motorisé d'Ecalles-Alix ainsi qu'une équipe cynophile étaient sur place, à la sortie de la boîte de nuit, dès 3 heures du matin, pour une vaste opération de contrôle. Pendant trois heures, et par -5 degrés, ils étaient une vingtaine de militaires engagés pour cette opération visant [à lutter contre les comportements à risques](#).

Trois alcoolémies délictuelles

Ils ont relevé six conduites sous alcool, dont trois délictuelles (un taux d'alcool égal ou supérieur à 0,8g/l de sang, c'est-à-dire 0,40mg d'alcool par litre d'air expiré), une conduite sous stupéfiants, quelques infractions diverses (contrôle technique). Ils ont également dressé des amendes forfaitaires pour détention de protoxyde d'azote alors même qu'un arrêté préfectoral en interdit la détention et la consommation sur la voie publique sur l'ensemble du département.

- **A lire aussi.** [Alcoolisée au volant, elle termine la nuit en garde à vue](#)

Normandie. Le site de La Poste est bloqué : la piste d'une cyberattaque évoquée ?

Julien Rojo

1-2 minutes

La nouvelle année ne commence pas très bien pour La Poste. Le site du groupe était indisponible dès le matin du jeudi 1^{er} janvier. L'entreprise a d'abord signalé des difficultés à accéder à ses services en ligne. Les utilisateurs ne pouvaient donc pas suivre le trajet de leur colis. Cependant, "[*la distribution des colis et du courrier*](#) continue à s'effectuer ainsi que la remise des instances en bureau de poste", précise la société postale. Le message affiché a été changé en quelques brèves lignes. "Notre site est indisponible. Nos équipes mettent tout en œuvre afin de rétablir la situation au plus vite", pouvait-on lire vers 9h30.

Une entreprise déjà ciblée

La Poste avait déjà été victime d'un blocage massif à partir du 22 décembre, à quelques jours de Noël. La panne s'était révélée être [*une cyberattaque*](#). Elle avait été revendiquée par le groupe de hackers pro-russes NoName057(16).

Près du Trait. Un chasseur découvre un cadavre en forêt

Ghislain Annetta

1-2 minutes

Ce dimanche 4 janvier, un chasseur a trouvé des ossements humains avec des restes de vêtements, dans le bois des Demoiselles, à Sainte-Marguerite-sur-Duclair, non loin du Trait. Il a prévenu les gendarmes. Ces derniers se sont rendus sur les lieux. Les techniciens de l'identification criminelle sont allés sur place tout comme les enquêteurs de la brigade de recherche d'Yvetot et la brigade de Rives-en-Seine. Les militaires ont effectué les prélèvements et les analyses nécessaires. L'identification du cadavre est en cours à l'heure où nous écrivons ces lignes.

Un habitant de la commune porté disparu

Le lien ne peut être officiellement fait. Toutefois, cette découverte intervient alors qu'un habitant de la commune de Sainte-Marguerite-sur-Duclair, [Jean-Luc Bordet](#), est porté disparu depuis le 29 mai dernier. Ses proches sont très actifs pour rechercher cet homme âgé de 58 ans. Ils ont diffusé de nombreux appels sur les réseaux sociaux. Le 14 décembre dernier, des membres de sa famille ont organisé une battue citoyenne pour tenter de le retrouver.

« Forcément, on pense à l'incendie du Cuba Libre »... Après le drame en Suisse, des professionnels en alerte

Anthony QUINDROIT

5-6 minutes

3 questions à... Julien Marchal Guéret, président de l'Union des métiers et des industries de l'hôtellerie de la Seine-Maritime, après l'incendie meurtrier dans un établissement suisse à Crans-Montana, drame qui rappelle évidemment celui qu'avait connu Rouen dans la nuit du 5 au 6 août 2016...



Par Propos recueillis par Anthony Quindroit

Publié: 3 Janvier 2026 à 17h00 Temps de lecture: 2 min

Dans les heures qui ont suivi le drame survenu [en Suisse](#), difficile pour les professionnels français et notamment rouennais de ne pas repenser à celui qui a frappé les jeunes du Cuba Libre, à Rouen en août 2016. Julien Marchal Guéret, patron de l'Umih (Union des métiers et des industries de l'hôtellerie) de la Seine-Maritime, le confirme. Et si « *le risque 0 n'existe pas* », il assure que toutes les précautions sont prises pour limiter l'exposition au danger. Explications.





Julien Marchal Guéret, président de l'Umih 76. - archives Paris Normandie / BORIS MASLARD

Le précédent « Cuba Libre » à Rouen

Professionnellement, quel regard portez-vous sur l'incendie survenu dans un bar de Crans-Montana en Suisse, drame qui a coûté la vie à au moins quarante personnes ?

Julien Marchal Guéret : « C'est un drame absolu et la première des pensées va aux victimes et aux familles. Après, le regard professionnel nous fait nous interroger : dans quelle mesure l'établissement aurait-il pu éviter ce drame ? Je ne connais pas les réglementations concernant les ERP – Établissement recevant du public – suisses. J'ai vu qu'il avait été visité [trois fois par les autorités](#) en dix ans, ce qui est comparable à ce que l'on connaît en France. Puis, forcément, on pense évidemment à l'incendie du [Cuba Libre](#). »

Ce drame rouennais, survenu au cœur de l'été 2016, a-t-il vraiment changé les choses ?

« Nous sommes pour une vie nocturne apaisée et tout exploitant doit être responsable. Dans le prolongement de ce qui s'est produit, il y a eu de réelles évolutions et, avec la municipalité et les services des pompiers, l'Umih a accompagné au maximum les professionnels. [Cela a changé beaucoup de choses](#) car il y a eu une notion d'urgence pour vérifier les normes, se mettre en

Contrôlé avec 500 kg de tabac au péage du pont de Normandie, le père de famille condamné à une amende

Nicolas Le Jean

5-7 minutes

Une vie à payer sa dette à la société : c'est ce qui attend ce Lyonnais, auquel le tribunal correctionnel du Havre a infligé une amende colossale pour détention de tabac de contrebande. L'homme a aussi écopé d'une peine de prison sous bracelet électronique.



Le 7 novembre 2025, les gendarmes ont trouvé 2 500 cartouches de cigarettes contrefaites dans le véhicule du prévenu, contrôlé à Sandouville au péage du pont de Normandie.



Publié: 3 Janvier 2026 à 18h34 Temps de lecture: 1 min

Ce n'est pas banal. À l'énoncé de sa peine, vendredi 2 janvier 2026, ce Lyonnais de 42 ans remercie les juges du tribunal correctionnel [du Havre](#). Avait-il une peur bleue d'aller en prison, alors que la procureure avait requis une peine certes ferme, mais aménageable ? Coupable d'avoir détenu 500 kilos de cigarettes contrefaites (2 500 cartouches de marque Marlboro), le quadragénaire est tout de même condamné à 20 mois

d'incarcération, dont dix avec sursis probatoire. Il effectuera la partie ferme sous bracelet électronique.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Mais si son remerciement interpelle, c'est que le prévenu est aussi condamné à une amende faramineuse de 325 000 € (ce qu'a réclamé la douane), soit la valeur de la marchandise saisie. Soit aussi l'équivalent d'environ 20 ans de Smic net mensuel. Et toute une vie à les payer, pour ce contrôleur de voiture d'origine arménienne, naturalisé en 2013 et père de deux enfants.

Pour 4 000 € de rétribution

Les gendarmes l'ont contrôlé le 7 novembre 2025 au péage du [pont de Normandie](#), à [Sandouville](#), puis interpellé après avoir trouvé les 500 kg de tabac dans son Renault Master. Entendu, l'homme expliquera s'être engagé à acheminer cette marchandise du Havre à Lyon pour le compte d'une connaissance lyonnaise et ce, pour pallier des difficultés financières – la rétribution de l'opération s'élevant à 4 000€. À la barre, le quadragénaire reconnaît avoir déjà procédé à du convoyage de tabac de contrebande pour la même connaissance, moyennant une rétribution en cartouches de cigarettes.

Si le Lyonnais a été intercepté au pont de Normandie le 7 novembre, donc pas en direction du Midi, c'est qu'il s'est perdu en suivant son GPS, livre-t-il à la barre. Et s'il refuse de dévoiler l'identité de son ou ses commanditaires, c'est par peur de représailles pour lui et ses proches.

« La procureure considère que le Lyonnais fait partie intégrante d'une chaîne criminelle lucrative et dangereuse. »

Ces zones d'ombre amènent la procureure à douter de son rôle véritable. « *Je ne peux pas vous dire que c'est le roi du tabac, mais je ne peux pas l'exclure non plus* », déclare avec force la magistrate. Elle considère que le Lyonnais fait partie intégrante d'une chaîne criminelle lucrative et dangereuse, affirmant qu'il « *participe grandement* » à l'explosion du trafic de tabac de contrebande. Elle requiert notamment deux ans de prison, dont un aménageable, et l'amende de 325 000 €.

« Erreur de parcours »

« *Cet homme doit rester libre* », clame pour sa part l'avocate du prévenu, en entame de sa plaidoirie. Son intervention s'articule autour de la dimension humaine de son client. « *Un homme qui a bossé* » pour gagner sa vie ; un homme « *très fragile* » aussi, car

marqué par des drames familiaux. Pour la juriste, le quadragénaire n'est qu'un exécutant et non un trafiquant chevronné, et il paie « *une erreur de parcours* ». Au casier judiciaire du prévenu, qui a reconnu les faits et les a regrettés, deux condamnations en 2005 et 2022, mais pour des infractions sans grande gravité et sanctionnées par des ordonnances pénales, souligne l'avocate.

Elle plaide pour une peine « *indulgente* », qui permette à son client de continuer à travailler et à s'occuper de ses enfants. Ce qu'elle a obtenu pour la peine de prison. Mais pour le reste...

Lire aussi

[Qui veut être à la tête d'un restaurant-épicerie ? Une commune rurale normande cherche preneur](#)

[Football – HAC : venus pour Sidiki Chérif, les recruteurs ont vu Ayumu Seko](#)

[Football – HAC. Mais qu'ils sont beaux et forts les gamins du Doyen !](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Justice Le Havre \(Seine-Maritime\) Sandouville \(Seine-Maritime\)](#)

[Le Havre](#)



[Qui veut être à la tête d'un restaurant-épicerie ? Une commune rurale normande cherche preneur](#)



"J'ai les mains congelées" : quand les personnes sans-abri dépendent des maraudes de l'Autobus Samusocial de Rouen - ICI

Sarah-Yasmine Ziani

5-6 minutes

Les maraudes sont l'occasion pour les bénévoles de recréer du lien social avec les bénéficiaires © Radio France - Sarah-Yasmine Ziani

Publié le dimanche 4 janvier 2026 à 11:51

Face à la vague de froid de ce week-end, la préfecture de Seine-Maritime maintient le plan d'urgence hivernal au niveau "temps froid" jusqu'au 6 janvier. Les maraudes de l'Autobus Samusocial de Rouen deviennent d'autant plus indispensables pour les personnes sans-abri.

Ils sont trois bénévoles à assurer **la maraude de l'association [Autobus Samusocial](#) ce samedi soir à Rouen.**

L'un d'eux, André, est arrivé à 16h pour tout préparer et charger la camionnette. *"Il y a des bonnets, des gants, des écharpes, des couvertures, des denrées alimentaires, de la soupe chaude, du café"*, énumère-t-il. Avec la vague de froid qui s'est prolongée ce week-end, **la préfecture de Seine-Maritime maintient le plan d'urgence hivernal au niveau "temps froid" jusqu'au 6 janvier.** Cela signifie que [390 places d'hébergement d'urgence sont disponibles](#) à Rouen et au Havre, mais il est parfois difficile d'y trouver un lit malgré tout.

Vêtements et repas chauds sont distribués aux personnes sans-abri par l'Autobus Samusocial de Rouen © Radio France - Sarah-Yasmine Ziani

À 19h, l'équipe est prête à partir, **direction les rues du centre-ville rouennais, pour aller à la rencontre des personnes sans-abri.**

Le premier arrêt s'effectue près de la place Joffre, rive gauche, où Anthony et sa femme attendent. *"Ce soir on **a fait appel au 115** (le numéro d'urgence sociale), donc on a eu une nuit d'hôtel, mais ça fait quatre mois qu'on est dans la rue avec ma femme. Et en quatre*

mois, on n'a eu que trois week-ends à l'hôtel, mais c'est tout." Eux ont été expulsés de leur logement, et il est rare pour un couple de pouvoir bénéficier des hébergements d'urgence.

Le reste du temps, ils affrontent le froid. *"J'ai eu les mains congelées, elles sont devenues violet-bleu. Le pire, c'est ma femme, elle est handicapée, donc elle ne sent plus sa jambe, elle a du mal à poser sa jambe."*

À côté, Florence, une bénévole, distribue des vêtements chauds. *"J'ai des collègues et des amis qui m'ont dépanné en gants, en bonnets. On en profite pour en distribuer pendant les maraudes."* Antoine, un autre bénéficiaire, a pu récupérer l'un de ces bonnets chauds, et aussi un sandwich, un café... et un peu de chocolat, aussi. *"Ça passe bien avec le café, sourit André, ça fait du bien, le chocolat !" "André, il m'a ramené un duvet un soir à 3 h du matin après son service, raconte Antoine. Ils sont géniaux."*

Les bénévoles du Samusocial peuvent rencontrer jusqu'à 50 bénéficiaires en une soirée. *"C'est trop, c'est énorme, regrette André, et on voit de plus en plus de jeunes à la rue, des mineurs..."*

Les autres jours de la semaine, **le Samusocial effectue des maraudes en "point fixe" : l'Autobus s'installe à 20h à l'Hôtel de ville de Rouen ou sur le parvis de la gare**, pour distribuer des denrées aux personnes qui viennent à leur rencontre.

- [SDF](#)
- [Précarité](#)
- [Froid](#)
- [Solidarité](#)

VOTRE AVIS - En vue des élections municipales de mars 2026, ICI lance un grand cycle de consultations et propose tous les mois un questionnaire thématique afin de comprendre les attentes et les rapports des citoyens avec leurs maires, leurs communes.

Pour afficher ce contenu Odoxa, vous devez accepter les cookies *Mesure d'audience et web analyse*.

Ces cookies permettent d'obtenir des statistiques d'audience sur nos offres afin d'optimiser son ergonomie, sa navigation et ses contenus.

Sur le même thème

[Passer la section](#)

- Les départements de l'Eure et de la Seine-Maritime sont placés en

"C'est agréable de voir du monde dans la même situation que moi". Les repas chauds servis par les Restos du cœur à Rouen attirent beaucoup de monde

Écrit par Clé Arouche

4-5 minutes

A Rouen, les Restos du cœur servent des repas dans leurs locaux le samedi. L'occasion pour ceux qui en ont besoin d'avoir un repas équilibré, de retrouver du lien social et d'être au chaud.

La Quotidienne Société

De la vie quotidienne aux grands enjeux, recevez tous les jours les sujets qui font la société locale, comme la justice, l'éducation, la santé et la famille.

France Télévisions utilise votre adresse e-mail afin de vous envoyer la newsletter "La Quotidienne Société". Vous pouvez vous désinscrire à tout moment via le lien en bas de cette newsletter.

[Notre politique de confidentialité](#)

Chaque semaine, c'est la même équipe de bénévoles aux fourneaux. Le menu, lui, en revanche, évolue en fonction des dons que les Restos du cœur reçoivent et de la ramasse, c'est-à-dire des invendus récupérés auprès des magasins et des grandes surfaces.

[En cuisine, les bénévoles des Restos du cœur s'affairent pour préparer un repas chaud • © FTV](#)

Ce samedi de janvier, alors que le thermomètre affiche à peine 4 degrés dehors, à l'intérieur des locaux des Restos du cœur de Rouen (Seine-Maritime) : il y a des entrées variées, du poulet à la crème, du poisson pané, des cordons bleus, du gratin dauphinois et de la purée. Et comme nous ne sommes pas très loin des fêtes de fin d'années, quelques tourteaux ravissent les bénéficiaires.

[Un repas mais aussi un temps d'échange • © FTV](#)

Cette variété dans les plats, les entrées et les desserts proposés, Frédéric Lesueur y tient. Il est l'un des bénévoles des Restos du cœur qui s'activent en cuisine tous les samedis. "On essaie de faire

une dizaine d'entrées différentes, trois plats de résistance et deux accompagnements différents. Ce n'est pas parce que nous servons des gens qui sont à la rue qu'ils n'ont pas le droit d'avoir du choix. On n'est pas là pour faire des pâtes au jambon. On est là pour essayer de faire des produits un peu plus raffinés. Pour leur proposer quelque chose d'agréable".

L'objectif au-delà du repas est aussi de leur permettre d'avoir un temps convivial avec d'autres.

Licenciée économique, Malika touche 800 euros par mois. Elle fait partie des habituées de cette distribution du samedi. Elle apprécie l'accueil qu'elle trouve ici. *"Tout le monde est charmant : les cuisiniers, les serveurs. Ils font vraiment de la bonne cuisine. J'apprécie de bien manger et c'est agréable de voir du monde, de côtoyer des gens qui sont dans la même situation que moi".*

Pour Bruno, 53 ans, c'est aussi un plaisir de venir ici : *"On est au chaud, on mange un bon petit bout. C'est agréable".* Plus jeune, Yanis, 28 ans, apprécie la communion avec les autres: *"On peut discuter. Quand on est dehors, qu'il fait froid et qu'on attend que la distribution des Restos débute, c'est plus difficile. Ici, c'est pratique".*

[Après les fêtes de fin d'année, quelques tourteaux ont égayé le repas • © FTV](#)

Chaque samedi, près de 120 personnes sont reçues ici. Les profils sont de plus en plus variés. *"Cela va du retraité, à la femme seule avec ses enfants, à la personne qui vit dans la rue, à l'étudiant, au travailleur pauvre qui vit dans sa voiture. C'est un public très varié. Toutes les catégories sont touchées par rapport à il y a dix ans, où nous avions essentiellement des hommes"* nous confie Frédéric Lesueur, le bénévole.

Si ce repas chaud est très apprécié en ce mois de janvier plutôt froid, les Restos du Cœur le proposent tout au long de l'année. Il est ouvert à tous, 57 rue Desseaux à Rouen.

Seine-Maritime. Salaires : la Normandie légèrement en dessous de la moyenne nationale

Laurent Fillocque

2-3 minutes

Selon une récente étude l'Insee, qui se base sur des chiffres datant de 2024, en Normandie, le salaire moyen mensuel brut dans le secteur privé s'établit à environ 2 640 euros en 2024, selon les dernières données de l'Urssaf. Ce montant peut atteindre 2 650 euros en intégrant certaines primes exceptionnelles, comme la prime de partage de la valeur.

Ce niveau de rémunération concerne l'ensemble des salariés du privé, tous temps de travail confondus. Il reflète une situation relativement stable, avec une progression modérée par rapport aux années précédentes, dans un contexte marqué par l'inflation et les tensions sur le pouvoir d'achat.

Une moyenne nationale plus élevée

À l'échelle de la France, le salaire net moyen mensuel s'élève en 2024 à environ 2 700 euros, selon l'Insee. La moyenne nationale reste donc supérieure à celle observée en Normandie, avec un écart de quelques dizaines d'euros par mois.

Cette différence s'explique en grande partie par le poids de régions très rémunératrices, comme l'Île-de-France, où se concentrent de nombreux emplois qualifiés et cadres, notamment dans les secteurs de la finance, du numérique ou des sièges d'entreprise.

Une économie régionale spécifique

En Normandie, l'économie repose davantage sur l'industrie, l'agroalimentaire, la logistique, le commerce et les services de proximité. Des secteurs essentiels à l'emploi local, mais où les salaires moyens sont généralement plus modestes que dans les grandes métropoles.

Dans le pays de Caux, où la voiture reste indispensable et le coût de la vie souvent plus modéré que dans les grandes métropoles,

cette situation est toutefois à relativiser. Malgré un salaire moyen inférieur à la moyenne nationale, la Normandie conserve une attractivité économique et un marché de l'emploi globalement stable.

Météo : Vigilance orange, averses de neige, accidents... Suivez avec nous la situation en Normandie

Paris Normandie

6-7 minutes

Elle était annoncée, la neige est de retour en Normandie. Suivez avec nous, en direct, la situation météorologique en Seine-Maritime et dans l'Eure.



Publié: 5 Janvier 2026 à 07h24 Temps de lecture: 1 min

Elle est de retour en [Normandie](#). La neige était attendue dans les différents départements normands, lundi 5 janvier 2026. Suivez en direct avec nos journalistes la situation au fil de la journée.

Ce qu'il faut retenir :

- Météo France a placé quatre des départements normands en vigilance orange neige-verglas : la Manche, le Calvados, l'Eure et la Seine-Maritime. L'Orne reste en vigilance jaune.
- Plusieurs centimètres de neige sont attendus, des averses de neige devraient traverser la région dans la matinée.
- En prévision, les transports scolaires ont été suspendus sur l'ensemble de la Normandie. Les écoles, collèges et lycées restent ouverts. La SNCF prévoit des perturbations.

Suivez en direct

7h : Dans son bulletin de 6 heures, Météo France étend la vigilance orange neige et verglas sur la Normandie à la journée de demain mardi 6 janvier 2025 jusqu'à 10h. Elle sera jaune jusqu'à la mi-

journée. Il faudra atteindre l'après midi pour que la vigilance soit levée. Toujours selon Météo-France : *«Quelques centimètres de neige sont tombés sur certains départements côtiers de la Manche dans la nuit, en particulier la Seine-Maritime. Il gèle assez fortement sur la majeure partie du pays (-4 à -5° par exemple en région parisienne)»* , indique Météo-France. Et de poursuivre : Au cours de cet épisode *«jusqu'à 3 à 7 centimètres sur la Normandie avec des maxima autour de 10 centimètres possibles sur les hauteurs.»*

7h30 : Selon un premier rapport des sapeurs pompiers du centre de secours et d'incendie de la Seine Maritime, *« à l'heure actuelle le phénomène météo semble modéré et nous ne comptons qu'un seul accident de circulation sur la commune de la Cerlangue D982 qui a généré le transport d'un homme de 32 ans sur un centre hospitalier, blessé Léger.»*

7h40 : Un camion bloqué sur une route montante totalement enneigée... La D915 au niveau du lieu-dit les Boissettes est bloquée par les poids lourds, indique le maire des Grandes-Ventes et élu départemental chargé de la région dieppoise, Nicolas Bertrand, qui invite à la prudence sur la route, le traitement des chaussées étant encore en cours entre Pomméméval et les Hayons (sortie d'autoroute).

7h45 : La Ville de Dieppe a déclenché son plan neige suite au placement du département en vigilance orange neige et verglas. Dieppe s'est réveillée sous un manteau blanc ; des équipes techniques continuent de sillonner les rues pour assurer le salage des axes principaux en priorité. La prudence reste de mise.



La neige est tombée à Dieppe dans le courant de la nuit - Photo Anne-Sophie Groué/Paris Normandie

8h03 : La neige est attendue dans quelques minutes sur l'agglomération de Rouen. Au Havre, elle redouble d'intensité.





La neige redouble d'intensité au Havre avant le lever du jour -
Photo Christophe Frébou/Paris Normandie

8h15 : A Manéglise, à une vingtaine de kilomètres du Havre, la neige tombe à nouveau un peu avant 8 h sur un sol glacé après des pluies nocturnes. Ici peu de voitures circulent, malgré la rentrée scolaire.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

8h45. Dans le département de l'Eure, sur la D675, depuis La Trinité-de-Thouberville à Pont-Audemer, la circulation est délicate car la route est partiellement enneigée. Même problème pour la D124 de Grand Bourgtheroulde à Pont-Audemer et la D313 entre Le Landin et Saint-Ouen-du-Tilleul. Entre Boisney et Bernay, il n'y a pas de neige annoncée mais les conditions de circulation ne sont pas optimales sur la D438. Même souci sur la D819 entre la limite du Calvados et celle de l'Orne.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

8h50 : Dans le sud de Rouen, les premiers flocons apparaissent. La circulation est encore fluide.



A Déville-Lès-Rouen - Photo Stéphanie Peron/Paris Normandie

8h55 : Les conditions de circulation sont très difficiles sur l'A29. Une voie utilisée au lieu des trois habituellement. Le temps de trajet est doublé.





Les conditions de circulation sont très difficiles sur l'A29 - Photo Emmanuel Burdin

9h20 : Route verglacée sur la D6015, en direction d'Yvetot.
Circulation au ralenti. Vitesse maximale, 10 km/h



La circulation est particulièrement difficile en pays de Caux - Photo Emmanuel Burdin



A Yvetot - Photo Maelys Planchot Merlière

Au Havre, la circulation des bus interrompue

9h45 : Au Havre, cela fait désormais près de deux heures qu'il neige avec abondance. Les transports en commun s'en retrouve

perturbés. [La circulation des bus du réseau est totalement interrompue.](#)

9h55 : En raison des conditions climatiques défavorables, de l'annulation des transports scolaires, et en concertation avec les directrices des écoles de Bernienville et Quittebeuf, les deux écoles du SIVOS Bernienville-Quittebeuf seront exceptionnellement fermées lundi 5 janvier 2026.

Lire aussi

[Guide des décideurs 2026. En Normandie, près de 400 000 postes à pourvoir d'ici 2030](#)

[Météo et circulation : risque de verglas, de neige et de gelée blanche... La Dirno « sur le qui-vive ! »](#)

[Les 10 ans de la Normandie. Pourquoi ces personnalités sont-elles fières d'être normandes ?](#)

Contenus sponsorisés

Juste pour vous

Seine-Maritime. Neige : circulation interdite aux poids lourds sur plusieurs routes majeures

Adrien Verger

~3 minutes

La neige attendue dans la nuit de dimanche à lundi 5 janvier pousse les autorités à renforcer les mesures de sécurité sur les routes de la Seine-Maritime. Météo-France a placé le département en vigilance orange neige-verglas ce lundi en raison de chutes de neige annoncées comme parfois durables en matinée. Sur des sols déjà gelés, les conditions de circulation pourraient rapidement devenir délicates, avec localement 5 à 10 centimètres de neige.

Circulation interdite pour les poids lourds sur plusieurs axes majeurs

Face à cette situation, le préfet de la zone de défense et de sécurité Ouest a décidé de restreindre la circulation des poids lourds de plus de 7,5 tonnes. Jusqu'à nouvel ordre, ces véhicules sont interdits de circulation, dans les deux sens, sur plusieurs axes structurants du réseau national, notamment :

- **A13** : entre la N814 (rocade de Caen) et la jonction avec la N138
- **A29** : de la jonction avec l'A13 à la jonction avec l'A151
- **N1029** : entre les deux jonctions de l'A29
- **A131** : de la jonction avec l'A13 à la jonction avec l'A29
- **N138** : de la jonction avec l'A13 à la jonction avec la N338
- **N338** : de la jonction avec la N138 à la jonction avec l'A150
- **N28** : de la jonction avec l'A28 à la jonction avec l'A150
- **A150** : de la jonction avec la N338 à la jonction avec l'A29
- **A151** : de la jonction avec l'A150 à la jonction avec l'A29

Dépassements interdits et vitesses abaissées ailleurs

En complément de ces interdictions, les poids lourds autorisés à circuler sur les autres axes routiers du département sont soumis à des règles plus strictes. A compter de minuit, les dépassements leur sont interdits et leurs vitesses maximales autorisées sont abaissées de 20km/h. Des mesures destinées à limiter les risques d'accidents sur un manteau neigeux attendu sur sol gelé.

Des dérogations pour les transports essentiels

Certaines exceptions sont toutefois prévues par arrêté préfectoral. Les restrictions ne s'appliquent pas aux véhicules de secours et d'intérêt général, aux transports participant à la continuité des soins hospitaliers, aux véhicules de dépannage, d'exploitation des gestionnaires routiers, ni à ceux assurant des missions essentielles comme la collecte de lait, le transport d'animaux vivants ou de marchandises dangereuses.

Appel à la prudence

La préfecture appelle l'ensemble des usagers de la route, et en particulier les professionnels du transport, à la plus grande vigilance et à adapter leurs déplacements à l'évolution des conditions météorologiques dans les prochaines heures.

La neige tombe abondamment en Seine-Maritime en ce lundi matin

2-3 minutes

La neige est arrivée en Seine-Maritime en ce matin du lundi 5 janvier 2026. Le département est placé en vigilance orange neige-verglas jusqu'à mardi 10 heures.

Sur le même thème

[Autoroute 13 \(A13\)](#)

[Météo France](#)

[Neige](#)



La neige tombe en abondance en Seine-Maritime, comme ici à Saint-Pierre-Bénouville (©Photo transmise)

Par [Vanessa Leroy](#) Publié le 5 janv. 2026 à 7h36

Transports scolaires suspendus, restriction de circulation pour les poids lourds de plus de 7,5 tonnes... Ce lundi 5 janvier 2026, **la neige est déjà là** par endroits en [Seine-Maritime](#), placée en [vigilance orange neige-verglas](#) jusqu'au mardi 6 janvier 2026, 10 heures.

Ça glisse sur les routes





Quelques centimètres de neige sont tombés à Bosc-Béranger.
(©Photos transmises)

Si au Havre et à Rouen, elle se fait encore attendre, la neige tombe à Montivilliers, Longueville-sur-Scie, Caudebec-en-Caux, Bolbec, La Remuée, Bourdainville, Doudeville, Bosc-Béranger... où des internautes constatent **jusqu'à 10 centimètres** ce matin.



La neige est arrivée en Seine-Maritime en ce matin du lundi 5 janvier 2026 comme ici à Aumale. (©Photo transmise)

Quoi qu'il arrive, **la prudence est de mise** sur les routes et autoroutes A 13 et A 28 et A 29 où cela risque de glisser. Un accident de la circulation s'est produit sur la D982 à hauteur de la commune de La Cerlangue, peu avant 6 heures. Un homme de 32 ans, blessé légèrement, a été transporté à l'hôpital.

Vidéos : en ce moment sur Actu

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Neige autour de Neufchâtel-en-Bray : circulation très perturbée sur l'A28 et sur les axes secondaires

4-5 minutes

Il a encore neigé dans la nuit sur l'ensemble du Pays de Bray. Les routes et chaussées sont par conséquent très dangereuses. On fait un point en ce début de matinée.

Sur le même thème

[Météo France](#)

[Neige](#)

[Pays de Bray](#)



Grosse pagaille et des conditions de circulation très compliquées sur l'autoroute A28 près de Neufchâtel. ©Photo internaute

Par [Sébastien Aliome](#) Publié le 5 janv. 2026 à 8h35

Mise à jour le 5 janvier à 8 h 30

Alors que la [neige](#) tombée dans la nuit du vendredi 2 au samedi 3 janvier 2026 n'avait pas encore fondu partout autour de [Neufchâtel-en-Bray](#) (**Seine-Maritime**), quelques centimètres sont venus s'y ajouter cette nuit **du 4 au 5 janvier**.

La journée de ce lundi a été placée en vigilance orange !

Pas de transports scolaires

Face à ces **conditions météorologiques**, la Région [Normandie](#) et le **Département de la Seine-Maritime** ont décidé de suspendre l'ensemble de ses transports dont les **itinéraires scolaires**.

L'Institut de Mesnières-en-Bray suspend aussi toutes ses lignes de car, y compris celles habituellement assurées par l'établissement, par mesure de sécurité.

Il en est de même pour le ramassage des ordures, comme l'a annoncé également la **communauté de communes Bray Eawy**.

En raison des conditions météorologiques, les 3 déchetteries du territoire (Neuchâtel, Maucomble, Les Grandes-Ventes) sont exceptionnellement fermées aujourd'hui.



Attention, les routes sont compliquées à cause de la neige ce lundi 5 janvier. ©Le Réveil

Vidéos : en ce moment sur Actu

Enfin, toujours en raison des chutes de neige, la circulation des véhicules de plus de 7,5 t est réglementée jusqu'à nouvel ordre par la préfecture. À ce titre,

La D915 très enneigée

Par endroits, il est tombé presque 10 centimètres de neige. C'est le cas aux Grandes-Ventes où le maire, [Nicolas Bertrand](#), l'a fait savoir tôt dans la matinée.

Votre région, votre actu !

Recevez chaque jour les infos qui comptent pour vous.

[S'inscrire](#)

On nous a signalé que la route départementale D915 (entre

Forges-les-Eaux et Dieppe) était recouverte de neige. « Malgré un préventif depuis 1 h du matin opéré par nos agents de la Direction des Routes du Département, et au vu des fortes chutes de neige, la D915 reste chargée en neige. Les équipes de la Direction des Routes restent dessus entre les **Hayons Pommeréval** et la Clinique Mégival Saint-Aubin-sur-Scie. Conditions de circulation assez compliquées en règle générale ce matin » a partagé sur sa page Facebook, le président du Bray Eawy.

Des camions en mauvaise situation

À noter encore que plusieurs côtes et un accès à l'autoroute A28 sont bloqués par des camions en travers de la chaussée. L'échangeur nord de Neufchâtel-en-Bray était bloqué vers 7 h 35, d'après une vidéo qui nous a été envoyée. Plusieurs accidents sont recensés sur ce secteur. Des automobilistes sont bloqués depuis près de 2 h !

Il semble également que l'autoroute entre Neufchâtel et Rouen soit bloquée.

La circulation est également très difficile du côté de [Bosc-le-Hard](#). Et du côté de Londinières, beaucoup de neige aussi : « Des conditions hivernales ce matin dans le Pays de Bray. Nos agents sont mobilisés depuis très tôt ce matin pour saler les rues et les abords des écoles » peut-on lire sur le site de la mairie.

La neige s'est également invitée à **Neufchâtel-en-Bray** ou encore à **Aumale**. « Les services techniques de la Ville de Neufchâtel-en-Bray sont à pied d'œuvre depuis ce matin afin de rendre accessibles les écoles, la résidence autonomie et les principaux équipements municipaux. Malgré ces interventions, la situation reste délicate. Nous appelons chacun à faire preuve de la plus grande prudence lors de ses déplacements, en raison de la vigilance orange actuellement en cours » rappelle la mairie de Neufchâtel sur sa page Facebook.

Alors encore une fois, soyez très vigilant dans vos déplacements ce lundi 5 janvier 2026.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Argan renforce sa présence en Seine-Maritime avec deux plateformes logistiques

Chloé Guérout

3–4 minutes



Identifiez vous, pour sauvegarder ce article et le consulter plus tard !



L'une des plateformes, louée par Ferrero, est située à Barentin. © C.G.

Argan confirme la poursuite de sa stratégie de développement avec l'acquisition de trois sites logistiques neufs, actuellement en cours de développement et déjà intégralement loués. Ces opérations traduisent la capacité de la foncière à sécuriser des clients de premier plan et à anticiper les besoins d'une logistique moderne, performante et durable.

Les trois sites seront livrés au premier semestre 2026 et s'inscrivent dans des baux long terme, garantissant une visibilité durable pour l'investisseur comme pour les utilisateurs.

Si l'un des projets concerne Puma, équipementier sportif

historiquement implanté dans la région Grand Est, près de Strasbourg, les deux autres plateformes seront installées en Seine-Maritime.

Les deux bâtiments seront exploités par Ferrero. Le premier site est en cours de développement à Cléon, en Seine-Maritime, pour une surface de 34 000 mètres carrés bâtis. Le second sera implanté à Barentin et développera 20 000 mètres carrés.

La livraison de ces deux plateformes est attendue au début de l'été 2026. Elles marqueront le démarrage de baux fermes de dix ans chacun, renforçant durablement la présence logistique du groupe agroalimentaire dans le département.

Ces nouvelles signatures s'inscrivent dans un programme d'investissements soutenu pour Argan, représentant 165 millions d'euros d'actifs premium à livrer en 2026, dont 140 millions d'euros dès le premier semestre, avec un rendement moyen de 6%.

Pour Ronan Le Lan, président du directoire, *«ces trois signatures confirment nos ambitions et la pertinence de notre modèle»*.

Futerro soumet officiellement les demandes de permis pour sa future bioraffinerie à Port-Jérôme-sur-Seine - Normandinamik

Jacques-Olivier Gasly

5-6 minutes



La société belge Futerro S.A., spécialisée dans la production d'acide lactique, de lactide (biomolécules à deux plateformes) et de PLA (acide polylactique), annonce avoir officiellement soumis ses demandes d'autorisation environnementale et de permis de construire aux autorités compétentes. Cela marque une étape majeure et une avancée décisive dans le développement de son projet industriel.

Une étape clef pour l'industrie biosourcée européenne

Par ce dépôt, Futerro engage la procédure administrative nécessaire à la concrétisation de sa bioraffinerie intégrée, première du genre en Europe. Implantée à Saint-Jean-de-Folleville, cette installation sera dédiée à la production d'acide lactique, de lactide et de PLA, un biopolymère biosourcé, industriellement compostable et recyclable, destiné à remplacer les plastiques pétro-sourcés dans de nombreuses applications.

« Ce dépôt marque une étape opérationnelle majeure pour notre projet. Notre ambition est claire : réinventer les secteurs de la

chimie et de la plasturgie en France et en Europe. Je tiens à saluer le travail remarquable de nos équipes et à remercier les collectivités territoriales ainsi que la Région Normandie pour leur engagement constant », déclare Frédéric Van Gansberghe, président directeur général de Futerro.

Futerro vise l'obtention de l'ensemble des autorisations d'ici mi-2026, en vue du lancement des travaux de terrassement et de construction. Toutefois, des études géotechniques et de nouvelles prescriptions administratives ont révélé la nécessité de travaux de préparation du sol importants, entraînant un ajustement du calendrier : la mise en production est désormais prévue maximum pour début 2029.

Le projet bénéficie du soutien actif et constant des collectivités locales et régionales, qui saluent son ambition industrielle et environnementale pour le développement durable du territoire : « Ce projet incarne la transition industrielle que nous portons pour la Normandie : une industrie innovante, durable et créatrice d'emplois. Il s'inscrit pleinement dans notre ambition de faire de la région un pôle d'excellence en matière de bioéconomie et de chimie verte. Nous sommes fiers d'accompagner Futerro dans cette nouvelle étape », souligne Hervé Morin, président de la Région Normandie.

« L'implantation de cette bioraffinerie à Saint-Jean-de-Folleville est une opportunité majeure pour notre territoire. Elle valorise nos ressources locales, renforce notre tissu industriel et contribue à l'émergence sur notre territoire, des nouvelles filières stratégiques de la Chimie et du Textile. Caux Seine agglo est pleinement mobilisée pour faciliter son intégration et accompagner les enjeux d'aménagement, de formation et d'emploi liés au projet », se réjouit Virginie Lutrot, présidente de Caux Seine agglo et vice-présidente en charge du Budget et des Finances de la Région Normandie.

Un projet au service de la compétitivité et de l'autonomie européenne

Reconnu par la Commission Européenne comme une initiative structurante soutenant la transition du secteur chimique, le projet de Futerro s'inscrit pleinement dans les priorités industrielles et environnementales de l'Union européenne. Celui-ci incarne la mise en œuvre concrète d'une transformation profonde des filières de la chimie et des matériaux, historiquement dépendantes des ressources fossiles, vers des alternatives biosourcées, circulaires et stratégiques.

« Bien que le contexte réglementaire et politique européen évolue progressivement en faveur de notre secteur et de la chimie verte

dans son ensemble, nous demeurons particulièrement vigilants quant aux prochaines évolutions et soutiens, tant au niveau français qu'europpéen, dont dépendra fortement l'aboutissement du projet », conclut Frédéric Van Gansberghe, PDG de Futerro.

Dans un contexte marqué par les publications imminentes du « Biotech Act » et du « Circular Economy Act », et en réponse au « Clean Industrial Deal », la bioraffinerie de Futerro se veut contribuer directement à bâtir une bioéconomie européenne robuste, innovante et résiliente, capable de répondre aux défis climatiques, économiques et géopolitiques du XXIe siècle.

Source : Communiqué Futerro

"On veut alerter la population sur ce qu'ils mangeront" : ces agriculteurs en colère nous expliquent pourquoi ils se mobilisent ce lundi 5 janvier

Écrit par Kanwaljit Singh

5-6 minutes

Les agriculteurs vont de nouveau manifester ce lundi 5 janvier 2026 partout en France. Blocages, filtrages, actions... deux exploitants de la Manche nous expliquent pourquoi et comment ils se mobilisent.

La Quotidienne Société

De la vie quotidienne aux grands enjeux, recevez tous les jours les sujets qui font la société locale, comme la justice, l'éducation, la santé et la famille.

France Télévisions utilise votre adresse e-mail afin de vous envoyer la newsletter "La Quotidienne Société". Vous pouvez vous désinscrire à tout moment via le lien en bas de cette newsletter.

[Notre politique de confidentialité](#)

Installé à Cavigny près de Saint-Lô, Vincent Lesage est un jeune éleveur de Montbéliardes avec plus d'une centaine de vaches. Ce lundi 5 janvier 2026, l'agriculteur qui est également le président au syndicat agricole de la Coordination rurale de la Manche sera au port de Cherbourg dès midi où il compte bien tout bloquer avec ses camarades. 70 tracteurs sont attendus sur place : *"Il y a un peu plus d'un an, on contrôlait les camions au port de commerce mais là on veut marquer le coup en bloquant le fret "*.

Ce lundi, dans un contexte de crise agricole persistante à l'échelle nationale, les manifestants prévoient de se mobiliser pour dénoncer l'accord commercial du Mercosur, qui doit être signé ce mois-ci entre l'Union européenne et le Brésil, l'Argentine, le Paraguay et l'Uruguay.

Ils entendent également s'opposer à la réforme à venir de la Politique agricole commune (PAC) pour la période 2028-2034 qui prévoit une baisse significative des aides européennes accordées à

l'agriculture française. Ils dénoncent aussi la taxe carbone et la crise de Dermatose nodulaire contagieuse des bovins (DNC) qui frappe tout le pays.

Pour se faire entendre, le blocage du rond-point des Mielles est jugé stratégique par la Coordination rurale lors de la mobilisation : *"On veut déstabiliser les importations qui arrivent d'Irlande par exemple avec des camions qui entrent sur le territoire pour se rendre à Rungis. En Normandie, on produit des légumes, de la viande et des produits laitiers comme le beurre. Ces camions qui arrivent créent une concurrence alors qu'on a déjà nos produits à vendre"*, lance Vincent Lesage.

L'organisation syndicale prévoit aussi d'autres actions. 70 tracteurs sont également attendus sur l'A84 : *"On veut bloquer l'autoroute et aussi périphérique de Caen"*.

Et même si le gouvernement promet des mesures pour les agriculteurs : *"On maintient nos actions du 5 janvier. On part sur une durée de blocage indéterminée, on veut être entendu et dénoncer la mauvaise gestion de l'Etat sur plusieurs sujets"*, prévient Vincent Lesage.

Les Jeunes Agriculteurs de la Manche vont également maintenir leur action ce lundi. Mais de manière plus pacifique. Ils seront sur le pont de Normandie entre Honfleur et le Havre : *"Le pont de Normandie, c'est l'Union la basse et la haute Normandie. C'est un jour de reprise après les vacances de fin d'année et on ne veut pas bloquer les automobilistes"*, explique Luc Chardine, président des JA de la Manche.

[Luc Chardine, éleveur de bovins mais aussi président des Jeunes Agriculteurs de la Manche, prévoit se de rendre au Pont de Normandie pour une action pacifique où il va sensibiliser la population sur les revendications du syndicat. • © A.Pinault](#)

Pour l'éleveur de bovins, ce sera une opération de filtrage : *"On estime que les gens n'ont pas à subir la colère du monde agricole. Nous, ce qu'on veut c'est alerter la population sur ce qu'ils mangeront, les sensibiliser sur l'avenir de leurs assiettes et leur expliquer nos revendications."*

Et si les JA de la Manche partagent leur opposition du Mercosur, de la taxe MACF et du budget de la PAC avec la Coordination rurale, ils estiment qu'ils n'ont pas à se mobiliser concernant la crise de dermatose : *"Le sanitaire ça doit rester en dehors des organisations syndicales, on a des vétérinaires et scientifiques qui sont là pour appliquer les protocoles en vigueur"*, ajoute Luc Chardine.

300 Jeunes Agriculteurs des cinq départements de la région sont

attendus au pont de Normandie à 12h. Une action qui va se poursuivre jusqu'à 18h.

De son côté, le gouvernement va reprendre les échanges avec les syndicats agricoles ce lundi notamment avec les Jeunes Agriculteurs et la Coordination rurale. Mardi ce sera avec la FNSEA et la Confédération paysanne.

Le Premier ministre, Sébastien Lecornu, réunira également l'ensemble des ministres concernés durant la semaine qui vient. Il assure que le gouvernement *"continuera de se battre pour des mesures de justice et d'équité en faveur des agriculteurs"*.

En Normandie, les Jeunes Agriculteurs passent à l'action lundi 5 janvier 2026

Anthony QUINDROIT

5-6 minutes

Une nouvelle action des Jeunes Agriculteurs est prévue à partir de midi, lundi 5 janvier 2026, à midi sur le pont de Normandie, pour dénoncer le Mercosur et des normes qu'ils jugent inéquitables.



Publié: 4 Janvier 2026 à 17h45 Temps de lecture: 2 min

Mobilisation, acte... ? Depuis la rentrée en septembre, combien de fois [les tracteurs](#) ont-ils été mobilisés ? On ne les compte plus. « *Et ça fait des années que ça dure* », pointe Baptiste Duclos.

Trésorier des Jeunes agriculteurs de l'Eure (JA27), il a prévu de rejoindre la mobilisation programmée ce lundi 5 janvier 2026 sur le pont de Normandie, à partir de midi. Une action régionale organisée par ce syndicat agricole qui recense entre 1 200 et 1 400 exploitants en Normandie.



Les mobilisations s'enchaînent depuis plusieurs semaines, comme ici à Rouen, en décembre 2025. - archives Paris Normandie / STÉPHANIE PÉRON CLÉMENT

« Un manque de logique dans ce que l'on nous impose »

Cette fois, il s'agit d'opérer « *des contrôles des camions transportant des denrées alimentaires* ». Manière, pour eux, de dénoncer les accords entre l'Union européenne et le [Mercosur](#) et les normes qui, relaie Baptiste Duclos, les assomment. « *On nous met des poids aux jambes qui nous empêchent d'être compétitifs et ensuite on vient nous dire que, parce que nous ne sommes pas assez compétitifs, il faut importer !* », s'agace l'exploitant installé à Capelle-les-Grands, dans l'Eure.

Les accords du Mercosur viendraient, selon l'organisation syndicale, pénaliser à nouveau les agriculteurs français en permettant à des denrées alimentaires n'obéissant pas aux mêmes normes que celles européennes d'être vendues sur le territoire. « *Les taxes carbone que l'on nous colle, les interdictions des néonicotinoïdes... Tout ça, les pays d'Amérique du Sud qui font partie du Mercosur, n'y sont pas contraints. On se retrouve avec de la viande aux hormones dans nos rayons alors que tout ça nous est interdit.* »

Un constat d'autant plus agaçant pour eux que, au sein même [de l'Europe](#), les obligations ne sont pas les mêmes : « *Le bio espagnol et le bio français ne répondent pas à des normes identiques. Eux, par exemple, peuvent garder l'appellation bio même s'ils utilisent du glyphosate entre deux cultures. Il y a un manque de logique dans ce que l'on nous impose !* »

Conjuguée à « *la lourdeur administrative* » et aux « *surfaces de jachères imposées alors qu'on importe à tout va* », la colère s'intensifie. Et les JA espèrent que le rendez-vous programmé dans l'après-midi au ministère de l'Agriculture débouchera sur quelques annonces. « *On en a assez qu'il n'y ait jamais de clause miroir dans les traités de libre-échange. On a le sentiment d'être pris pour des idiots, ça ne peut plus durer.* »

Lire aussi

[Dans l'Eure, près de 150 joueurs ont participé à un tournoi de hand... dans le noir !](#)

[Pouvoir d'achat, emploi, avenir : les attentes pour 2026 vues par les forces vives de l'Eure](#)

[Cette médiathèque de l'Eure propose des ateliers gratuits de conversation en anglais](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Mobilisation des agriculteurs Eure Normandie](#)

Contenus sponsorisés

Agriculteurs. Pont de Normandie, A84... Plusieurs manifestations prévues lundi 5 janvier

Célia Caradec

3-4 minutes

Les tracteurs seront de sortie, lundi 5 janvier, en Normandie, alors que les représentants nationaux des syndicats agricoles seront reçus par le Premier ministre, Sébastien Lecornu, en début de semaine. La ministre de l'Agriculture, Annie Genevard, est par ailleurs attendue cette semaine à Bruxelles, où est négociée la Politique agricole commune (PAC).

Barrage filtrant au pont de Normandie

Lien symbolique entre les deux anciennes régions normandes, le **pont de Normandie** sera le point de rassemblement des Jeunes Agriculteurs (JA) de la région, rejoints par certains adhérents de la FDSEA, notamment de la Seine-Maritime et du Calvados. Difficile d'évaluer l'ampleur de la mobilisation et le nombre de tracteurs attendus, mais un barrage filtrant est annoncé à partir de 12h, au niveau de la barrière de péage.



Le pont de Normandie est le point de rassemblement pour les JA et la FDSEA. - Célia Caradec

Principale raison de cette mobilisation : [le traité de libre-échange](#)

[entre l'Union européenne et le Mercosur](#), qui rassemble des pays d'Amérique latine, qui doit être signé en janvier. La baisse du budget de la PAC ou encore la taxe dite de "mécanisme d'ajustement carbone aux frontières", qui pourrait faire exploser le coût des engrais, sont aussi des motifs d'inquiétude. Les JA entendent aussi dénoncer le placement en garde à vue de certains d'entre eux à l'occasion d'une action de bâchage de radars, vendredi 26 décembre.

Des axes stratégiques visés par la CR

La Coordination rurale appelle elle aussi à la mobilisation, avec des manifestations départementales. Là aussi, le Mercosur inquiète les agriculteurs, qui dénoncent également la gestion de la crise de la dermatose nodulaire contagieuse qui a conduit à abattre des troupeaux de bovins dans le sud de la France. La "surtransposition" des normes, l'augmentation des charges ou "l'écologie punitive" sont aussi dénoncées par ce syndicat.

Dans la **Manche**, deux rassemblements sont prévus, visant le port de Cherbourg et l'autoroute A84. Les tracteurs sont appelés à se réunir à 12h au niveau du Auchan de La Glacerie, dans le nord-Cotentin, et du rond-point d'accès à l'A84, à Ducey, dans le sud-Manche.

Dans le **Calvados**, cinq points de rendez-vous sont prévus à partir de 11h : au rond-point de l'usine Lactalis près de Bayeux, à la sucrerie de Cagny, au rond-point de la Bijude à Biéville-Beuville près de Caen, à Coulvain près de l'A84 dans le Bocage et au niveau de La Jalousie entre Caen et Falaise.

Dans l'**Orne**, la Coordination rurale a fixé un rendez-vous à Mortagne-au-Perche, à proximité de la RN12.

Toujours côté Coordination rurale, les sections de la Seine-Maritime et de l'Eure envisagent de se mobiliser conjointement sur le secteur de Rouen, jeudi 8 janvier.

Une première mesure annoncée par le gouvernement

Le Premier ministre annonce ce dimanche 4 janvier que le ministère de l'Agriculture prendra "*dans les prochains jours*" un arrêté "*pour suspendre l'importation de produits contenant des résidus de substances interdites en Europe : mancozèbe, glufosinate, thiophanate-méthyl et carbendazime*". Cela concerne notamment des avocats, mangues, goyaves, agrumes, raisins et pommes d'Amérique du Sud. Il s'agit, écrit Sébastien Lecornu sur X, d'une "*première étape*" pour "*lutter contre la concurrence déloyale*" envers les agriculteurs français.

Colère agricole : les Jeunes agriculteurs prévoient un blocage partiel du pont de Normandie ce lundi - ICI

Louison Leroy

5-7 minutes

Le Pont de Normandie, pris de la rive sud de la Seine. © Radio France - Olivier Duc

Publié le vendredi 2 janvier 2026 à 19:28

Les Jeunes agriculteurs appellent à une "mobilisation d'ampleur régionale" sur le pont de Normandie, lundi 5 janvier à la mi-journée, en soutien à cinq de leurs adhérents de Seine-Maritime et pour manifester contre l'accord de libre-échange avec le Mercosur. Le pont doit être bloqué partiellement.

Après la trêve des blocages pour Noël, les agriculteurs reprennent leur mobilisation en Normandie. La colère agricole est toujours très vive à quelques jours d'une possible signature du [traité de libre-échange entre l'Union européenne et les pays d'Amérique latine du Mercosur](#), jugé défavorable aux agriculteurs français. C'est pourquoi les syndicats agricoles entendent remettre la pression. Dès ce lundi 5 janvier, **un blocage partiel** du pont de Normandie est prévu à la mi-journée à l'initiative des Jeunes agriculteurs (JA) qui appellent officiellement à *"une mobilisation d'ampleur régionale"*.

Le syndicat invite **"l'ensemble des Jeunes agriculteurs"** à **participer à la mobilisation** au pont de Normandie. Une action présentée en soutien aux cinq adhérents des JA de la Seine-Maritime, dont son président, interpellés et placés en garde à vue [après avoir bâché un radar à Rouen](#) le 26 décembre dernier. S'ils ont été relâchés, le syndicat n'a pas digéré cet épisode vécu comme un *"affront"* en pleine colère agricole. *"Ni oubli, ni pardon"*, écrivent les Jeunes agriculteurs dans un communiqué.

Pour afficher ce contenu Instagram, vous devez accepter les cookies **Réseaux Sociaux**.

Ces cookies permettent de partager ou réagir directement sur les réseaux sociaux auxquels vous êtes connectés ou d'intégrer du contenu initialement posté sur ces réseaux sociaux. Ils permettent aussi aux réseaux sociaux d'utiliser vos visites sur nos sites et applications à des fins de personnalisation et de ciblage publicitaire.

La FDSEA de la Seine-Maritime indique qu'elle se joindra à la manifestation sur le pont de Normandie pour redire l'opposition des deux syndicats au projet d'accord commercial avec les pays du Mercosur mais aussi, précise le syndicat majoritaire, pour dénoncer la taxe européenne sur les engrais azotés et les éventuelles coupes dans le prochain budget de la PAC, la politique agricole commune, dont dépendent les aides européennes versées aux agriculteurs.

Rentrée en ordre dispersé

Les bonnets jaunes de la Coordination rurale préfèrent attendre le jeudi 8 janvier pour se rassembler au rond-point des vaches à Saint-Étienne-du-Rouvray, près de Rouen, **où une opération escargot est envisagée** pour dénoncer, en plus de l'accord avec le Mercosur, l'abattage systématique des troupeaux contaminés par [la dermatose nodulaire](#). À la Confédération paysanne, aucune action n'est organisée pour l'instant en Seine-Maritime malgré un appel national *"au redémarrage massif des mobilisations"*. Un syndicaliste relativise : *"Si la pression est mise par tout le monde, ça peut fonctionner même si ça peut paraître désordonné."*

Pour afficher ce contenu Google Maps, vous devez accepter les cookies **Mesure d'audience**.

Ces cookies permettent d'obtenir des statistiques d'audience sur nos offres afin d'optimiser son ergonomie, sa navigation et ses contenus.

- [Agriculture](#)
- [FNSEA \(Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles\)](#)
- [Manifestations](#)
- [Crise agricole](#)

VOTRE AVIS - En vue des élections municipales de mars 2026, ICI lance un grand cycle de consultations et propose tous les mois un questionnaire thématique afin de comprendre les attentes et les rapports des citoyens avec leurs maires, leurs communes.

Pour afficher ce contenu Odoxa, vous devez accepter les cookies

Les agriculteurs vont manifester ce lundi sur le pont de Normandie : attention à la circulation

3-4 minutes

À l'appel des Jeunes agriculteurs de Seine-Maritime, une mobilisation « d'ampleur régionale » est prévue lundi 5 janvier 2026 à 12h sur le pont de Normandie.

Sur le même thème

[Agriculture](#)

[Circulation](#)

[Manifestations](#)



Une mobilisation des agriculteurs d'ampleur régionale est prévue sur le pont de Normandie lundi 5 janvier 2026. (©Illustration Actu.fr)

Par [Eloïse Aubé](#) Publié le 5 janv. 2026 à 7h00 ; mis à jour le 5 janv. 2026 à 7h04

La fronde continue. Sur fond d'accord sur le Mercosur et après [l'interpellation de cinq personnes](#) le 26 décembre 2025, les Jeunes agriculteurs appellent à la **mobilisation de l'ensemble des sections normandes** ce lundi 5 janvier 2026. Le rendez-vous est donné sur **le pont de Normandie**, à 12h.

Si un blocage complet n'est pas à l'ordre du jour, il pourrait y avoir

d'importants ralentissements.

Les raisons de la colère

Depuis plusieurs semaines, les agriculteurs manifestent partout en France en protestation, entre autres, contre la **signature annoncée de l'accord Mercosur** entre l'Union européenne et l'Amérique du Sud. En parallèle, le monde agricole subit de plein fouet [plusieurs crises sanitaires](#) avec notamment la dermatose nodulaire bovine où des animaux ont dû être abattus. À l'échelle locale le feu a été mis aux poudres lorsque, vendredi 26 décembre 2025 : cinq agriculteurs ont été interpellés par les forces de l'ordre, après avoir bâché un radar.

Par voie de communiqué, les Jeunes agriculteurs expliquaient :

Cette interpellation intervient alors que nous avons accepté la « trêve de blocage » demandée par le gouvernement et que nous avons fait le choix d'actions symboliques, non dégradantes et dûment déclarées auprès de la préfecture. [...] Cette intervention constitue un affront de plus des services de l'État envers les agriculteurs.

Une action qui a poussé le syndicat à appeler à une « **mobilisation d'ampleur régionale** » **sur le pont de Normandie** ce lundi 5 janvier. « On ne veut pas se laisser endormir par la trêve de Noël. L'événement de cette nuit a redonné un élan de mobilisation », nous indiquait Justin Lemaître le secrétaire général des Jeunes agriculteurs.

Vidéos : en ce moment sur Actu

La FDSEA du Calvados a fait savoir qu'elle allait rejoindre le mouvement, tout comme les Jeunes agriculteurs de l'Eure.

Suivez l'actualité du Havre sur notre [chaîne WhatsApp](#) et sur notre [compte TikTok](#)

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Le feuilletton de la piscine de Bihorel se poursuit : voici le dernier rebondissement en date

5-7 minutes

La démolition de la piscine Le Transat à Bihorel, dans l'agglomération de Rouen, ne cesse de défrayer la chronique. Dernier épisode en date au Tribunal administratif.

Article réservé aux abonnés



Le 19 décembre dernier, le Tribunal administratif a annulé la cession de la part de la piscine Transat appartenant à la commune de Bihorel au SI2B. ©Le Bulletin

Par [Rédaction Normandie](#) Publié le 4 janv. 2026 à 17h06 ; mis à jour le 5 janv. 2026 à 8h22

Elle en fait encore couler de l'encre cette piscine Le Transat. Le Tribunal administratif a donné raison aux conseillers municipaux de l'opposition qui s'étaient opposés à la cession de la part de la commune de [Bihorel](#) au Syndicat intercommunal Bihorel – Bois-Guillaume, **concernant la piscine Le Transat**.

Le 2 avril 2025, lors d'un conseil municipal, une délibération concernant la prochaine démolition de la piscine Le Transat avait transféré la part de propriété de la commune de Bihorel au Syndicat intercommunal Bihorel – Bois-Guillaume (SI2B). Mais les

élus de l'opposition ne l'entendaient pas de cette oreille et avaient **tenté un recours** auprès du Tribunal administratif de Rouen.

Un feuilleton de 13 ans autour de la piscine

Lors de cette séance d'avril dernier, le maire de Bihorel, Pascal Houbron, avait insisté sur « l'importance de cette délibération », en rappelant que la commune avait travaillé « en lien avec la préfecture et Bois-Guillaume ». Pour ce faire, il précisait que « le conseil juridique de la préfecture a proposé la rédaction des délibérations pour le syndicat et des deux communes membres ».

Les élus de l'opposition (Annick Bonneau, Monique Dubecq, Jean-Christophe Chatelain, Gilles Thomas, Aude Erragne, Baptiste Roulland) avaient immédiatement voté contre en déplorant « le manque d'éléments dans cette délibération, si ce n'est quelques chiffres ». Ils ont donc déposé un recours au Tribunal administratif de Rouen qui leur a donné raison le vendredi 19 décembre dernier : **un nouveau caillou dans la chaussure du maire.**

Pour rappel, La piscine Transat, équipement sportif emblématique du plateau nord, a été construite, puis exploitée par un syndicat constitué en dernier lieu par les communes de Bois-Guillaume et Bihorel. La piscine est par la suite devenue propriété de la commune nouvelle de Bois-Guillaume – Bihorel, créée au 1^{er} janvier 2012, après dissolution du syndicat précité. Mais un an plus tard, le Tribunal administratif désapprouvait la création de cette commune nouvelle, et la piscine Transat redevenait propriété indivise des communes de Bois-Guillaume et de Bihorel.

En 2014, au terme d'une convention conclue entre les deux communes, la piscine Transat a été mise à disposition, pour sa gestion, au syndicat intercommunal Bois-Guillaume – Bihorel, créé à cette fin. Cependant, estimant que la situation de la piscine Transat ne permettait pas au syndicat de conduire les travaux requis pour sa démolition et son éventuelle réouverture après travaux, les communes de Bihorel et Bois-Guillaume ont décidé de lui en céder la propriété.

Votre région, votre actu !

Recevez chaque jour les infos qui comptent pour vous.

[S'inscrire](#)

Une victoire pour l'opposition

Plusieurs conseillers municipaux de la commune de Bihorel ont alors saisi le tribunal administratif pour demander l'annulation de la décision du conseil municipal de Bihorel de céder la part de la

piscine dont elle est propriétaire.

Lors de l'audience du 19 décembre dernier, le rapporteur du tribunal a expliqué que « la note explicative qui devait accompagner la convocation à la séance du conseil municipal ne comportait **aucune précision quant aux modalités financières** de la cession de la piscine Transat ». Il en a déduit que « les conseillers municipaux, faute d'information suffisante, n'avaient pas été en mesure d'exercer utilement leur mandat ». Le tribunal a donc décidé « d'annuler la délibération attaquée ».

Quelles conséquences ?

La piscine ayant été démolie depuis, que peut bien changer cette décision ? Pour Monique Dubecq, « lors de l'audience, le rapporteur a démontré que les élus n'avaient pas eu des informations complètes, et ne les ont toujours pas pour prendre décision ». Une part de la piscine reste la propriété de la Ville de Bihorel, mais quelles sont les conséquences ? « **C'est encore flou**, poursuit la conseillère municipale de l'opposition, il faudra éclaircir les choses, mais en toute objectivité et dans la lumière. »

L'élue tient à rappeler qu'en 2023 déjà, les deux communes de Bihorel et Bois-Guillaume avaient été condamnées pour manque d'informations, ce qui avait entraîné l'abandon de la fusion. « C'est vraiment une spécialité de Bihorel et c'est incroyable de prendre les Bihorellais pour des imbéciles », fustige Monique Dubecq, qui constate : « En attendant, pour notre groupe, c'est une victoire que nous revendiquerons dans le cadre de notre liste Bihorel Aéré pour les municipales 2026 ».

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Mais pourquoi la préfecture a-t-elle mis à l'amende la commune de Cléon près de Rouen ?

Paris Normandie

4-5 minutes

Mille euros : c'est l'amende administrative que vient de prononcer la préfecture de la Seine-Maritime à l'encontre de la ville de Cléon. Mais de quel manquement la ville est-elle coupable ?



Lors de travaux, des réseaux de gaz ont été détériorés à Cléon faut d'un marquage au sol. - Photo illustration Paris-Normandie



Publié: 1 Janvier 2026 à 17h14 Temps de lecture: 1 min

En voilà un drôle de cadeau de Noël donné à la ville de [Cléon](#) par la préfecture de la Seine-Maritime. Le 24 décembre 2025, alors qu'agapes et réveillons étaient en préparation. L'État a signifié à la commune une amende de 1000€. Mais pourquoi donc ?

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Quelle loi, quel texte la ville de Cléon a-t-elle pu transgresser ou

méconnaître ? Pour le comprendre il faut remonter en août 2025 au chevet d'un chantier de travaux publics mené rue Joliot-Curie.

Il s'agissait pour la Ville de rénover un ancien logement de fonction. Les travaux avaient été confiés à la société Badie Maçonnerie.

Un branchement de gaz arraché

Mais, comme le note la préfecture, la municipalité a commis deux erreurs. D'une part, sa déclaration de travaux était périmée et incomplète. Surtout, elle a omis de marquer au sol les réseaux souterrains.

Résultat, lors du terrassement, une conduite de gaz a été endommagée. « *Ces négligences ont entraîné l'arrachement d'un branchement de gaz, par l'exécutant des travaux, ce qui aurait pu entraîner des conséquences graves pour le voisinage* », estime l'État qui, en conséquence, a mis Cléon à l'amende.

« [Le montant de l'amende administrative](#) est justifié par le fait que la mairie de Cléon a pris des risques de nature à causer des dommages avec des conséquences graves pour la sécurité du personnel de l'exécutant les travaux et des entreprises de travaux présentes sur le chantier, pour la sécurité des riverains des réseaux, pour la protection de l'environnement et pour la continuité des services apportés par ces réseaux », justifie la préfecture qui précise qu'évidemment cette décision peut être frappée de recours.

Ce serait, dans ce dernier cas, au tribunal administratif de trancher.

Lire aussi

[Les 4 solutions responsables pour se débarrasser de votre sapin de Noël aux alentours de Rouen](#)

[Cagnotte en ligne pour les victimes du spectaculaire incendie au nord de Rouen](#)

[Cet étudiant de Mont-Saint-Aignan achète et revend des Lego d'occasion, un business à part entière](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Cleon \(Seine-Maritime\)](#)

Contenus sponsorisés

[Rouen](#)



Ce qui vous attend en 2026 à Dieppe : des travaux, les équipements, l'économie...

Anne-Sophie Groué-Ruadel

7-9 minutes

Que l'année 2026 réserve-t-elle à Dieppe en termes de chantiers, nouveaux équipements et autres actualités économiques ? Petit tour d'horizon non exhaustif en se projetant un peu dans le futur...



Par Anne-Sophie Groué-Ruadel

Publié: 5 Janvier 2026 à 07h08 Temps de lecture: 1 min

Premier trimestre : le pont, l'école Michelet, le bateau pirate

Ce sera l'un des premiers événements de l'année, et probablement l'un des principaux de 2026 : le 21 janvier, [le pont Colbert](#), revenu il y a plusieurs semaines sur son site originel, devrait être à nouveau fonctionnel. Un grand ouf de soulagement pour les usagers automobiles venant de Neuville, mais aussi pour les commerçants du Pollet qui se désespéraient que leur quartier soit devenu un cul-de-sac.





Arrivée en barge du pont Colbert restauré à Dieppe, en octobre dernier. - Photo Stéphanie Péron-Clément/PND

Une ancienne école va renaître, au Pollet : [l'ex-groupe scolaire Michelet](#), fermé depuis la rentrée 2022, verra dès février se concrétiser le nouveau projet pour le site, après travaux.

S'y installeront ainsi le service Enfance Jeunesse de la Ville, le centre social et culturel L'Archipel pour des ateliers cuisine et des activités, le volet art dramatique (théâtre) du conservatoire Camille Saint-Saëns, mais aussi les associations Signe sans frontière, Le Temps de chanter, Phare 111, l'Atelier des chiffonniers.



Une deuxième vie pour l'ancienne école Michelet. - Photo d'archives PND

Un repère, un incontournable des usagers du front de mer dieppois comme touristes, un must pour tous les petits corsaires adeptes des parcs de jeux : le fameux bateau pirate, qui trône au cœur du square Pinsdez entre pelouses, skate-park et plage, devrait être changé dans le courant du premier trimestre. L'ancien a été déposé, et [le nouveau – le Balidar II –, conçu spécialement pour Dieppe](#), sera installé soigneusement avant une réouverture pour les moussaillons pressés.





Ce sera l'un des plus grands bateaux pirates de France ! - Photo DR

Deuxième trimestre : piscine Delaune, ingénieurs d'Eiffage, slogan sur la criée

Les premières longueurs et autres plongeurs ne sont pas encore au programme pour 2026, mais après des années d'attente, d'études et de calages financiers, la première phase de travaux en vue de [la nouvelle piscine Delaune](#) commencera en mars, pour une ouverture prévue fin 2027.



La piscine Delaune devrait ouvrir fin 2027 à Saint-Aubin-sur-Scie. - Vue d'architecte cabinet Chabanne

Ils seront 350 et ils arriveront au printemps : ce sont les cadres et les ingénieurs de l'entreprise de BTP Eiffage, retenue notamment pour travailler sur l'EPR2 de Penly.

Leurs nouveaux locaux de travail, actuellement [en train de sortir de terre sur la zone Dieppe Sud](#) derrière la gare, seront fonctionnels pour les accueillir avant le retour des beaux jours. Ce qui devrait animer ce quartier en plein devenir.





Les installations modulaires seront implantées sur le terrain qui devait accueillir le projet de centre océanographique désormais abandonné. - Photo d'archives PND

La date de révélation du [retour du fameux slogan « Poisson dieppois, poisson de choix » sur la halle à marée](#) reste au début de l'été, sous l'impulsion du restaurateur dieppois Stéphane Novick. Un projet participatif et patrimonial, qui ne pourra voir le jour qu'une fois les travaux prévus sur le bâtiment de la criée auront été réalisés, mi-2026.



Bientôt le retour du fameux slogan qu'aucun Dieppois n'a oublié ! - Photo d'archives PND

Et aussi : marchés des Bains, vidéoprotection, logement

Autre gros morceau de l'équipement de la ville, tant patrimonial qu'utile au quotidien : les Bains. Rien ne devrait bouger physiquement sur le site cette année. En revanche, le maître d'œuvre pour les travaux du parking sera désigné au cours de l'été. Le maire Nicolas Langlois a indiqué qu'il laissait à la prochaine équipe municipale le soin de choisir l'entreprise qui réalisera les futurs Bains, ce qui devrait également être fixé dans la seconde partie de l'année. Pour les travaux, du parking comme de [la démolition des Bains actuels](#), il faudra attendre 2027...





Encore plus d'un an à admirer les baigneurs de Gaëlle Huchin avant la démolition des Bains. - Photo d'archives PND

Cela a fait du bruit au dernier conseil municipal de 2025 : [84 caméras de vidéoprotection](#) (en centre-ville et dans les quartiers), dont 18 à lecture de plaque d'immatriculation (qui elles seront fonctionnelles en 2027 aux entrées de ville), seront disposées courant 2026 pour certaines zones, avec leur réseau de transmission sécurisé via la fibre optique et un service de stockage des enregistrements. Le tout pour un peu plus de 2 M€, largement accessibles aux subventions (notamment du grand chantier).



Des caméras de vidéoprotection en ville et dans les quartiers en 2026, et d'autres caméras de lecture de plaques d'immatriculation en 2027, aux entrées de ville. - Photo d'illustration Jonathan Stutz - stock.adobe.com

Bien sûr, les chantiers de construction des quelque 2 000 logements nouveaux intra-muros vont se poursuivre, voire débiter, puisque la plupart doit être livrée en 2027.

À noter, par exemple, la démolition d'[une partie de l'ancienne usine Vinco](#), route de Bonne-Nouvelle entre Dieppe et Martin-Église (« les berges de l'Arques »), alors que les déconstructions ont déjà eu lieu sur [les sites dits friches Abraham et Villiers-Gondrand](#) (« quartier Caseau »). À noter aussi : la fin – enfin ! – des travaux sur [l'ex-Biomarine](#), courant du deuxième trimestre.





L'ancienne laiterie, un symbole des friches dieppoises réhabilitées pour créer de nouveaux logements. - Photo d'archives PND

Lire aussi

[Cagnotte en ligne pour les victimes du spectaculaire incendie au nord de Rouen](#)

[Val-de-Scie : il fait don de 30 ans de documents historiques – et d'engagement bénévole – à sa commune](#)

[Sur les traces de Turner à Mers-les-Bains : un héritage artistique dévoilé au grand public](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Dieppe](#)

Contenus sponsorisés

[Dieppe](#)



[Ce qui vous attend en 2026 à Dieppe : des travaux, les équipements, l'économie...](#)



« Hausse de 35,6 % des verbalisations » : à Dieppe, que révèlent les chiffres du stationnement ?

Franck Weber

7-8 minutes

Des recettes de stationnement en hausse, l'aire de camping-cars de la plage séduit les usagers, hausse des paiements dématérialisés... Quels sont les enseignements du dernier rapport d'activité sur le stationnement payant en ville ?



Publié: 4 Janvier 2026 à 12h18 Temps de lecture: 2 min

Chaque année, les élus de Dieppe examinent le rapport d'activité de la délégation de service public relative à l'exploitation et à la gestion du stationnement payant de la société Indigo. Présenté lors du dernier conseil municipal, le document révèle les chiffres clés du stationnement à [Dieppe](#).



Le stationnement payant sur voirie a généré 984 162 € de recettes, soit une hausse de 14 %. - Photo Paris Normandie

6,1

C'est en pourcentage la baisse de la fréquentation horaire du

parking de la Barre. Le nombre de mois d'abonnement vendus recule également, avec 2 670 mois commercialisés contre 2 754 l'année précédente, soit une diminution de 3,1 %. Cette baisse s'explique principalement par un report des usagers vers le parking de l'Hôtel de Ville, jugé plus accessible. Malgré cela, les recettes progressent légèrement pour atteindre 292 266 €, en hausse de 2,7 %, sous l'effet de l'augmentation tarifaire (+8 % sur l'horaire et environ +4 % sur les abonnements). Le ticket moyen grimpe à 3,71 € contre 3,20 € un an plus tôt. « *Le site compte 11 places de recharge électrique, qui ont généré 655 sessions de chargement, et a fait l'objet de travaux de sécurité, notamment l'ajout d'une caméra de vidéoprotection* », précise le rapport d'activité présenté par Joël Ménard, conseiller municipal délégué en charge du stationnement.

217 572 €

C'est en euros la progression des recettes de l'aire de camping-cars du front de mer. L'aire d'accueil des camping-cars du front de mer confirme son attractivité en 2024, avec des recettes en hausse à 217 572 €, contre 190 099 € l'année précédente. Cette aire de 50 places, dont deux PMR, propose plusieurs services inclus dans le tarif : vidange, eau, électricité et location de vélos. Les travaux réalisés en 2024 ont permis d'améliorer la qualité du service rendu aux usagers, contribuant à cette progression financière. À l'inverse, l'aire du quai de la Marne est pénalisée par la fermeture du pont Colbert depuis le 24 janvier 2024, qui a entraîné une baisse de 19 % de la fréquentation horaire et une légère diminution des recettes (-0,5 %, à 138 759 €).

508 485 €

Avec 508 485 € de recettes en 2024, contre 441 217 € en 2023, le parking de l'Hôtel de Ville enregistre la plus forte progression financière parmi les parkings en ouvrage. Cette hausse intervient pourtant dans un contexte de recul de la fréquentation, avec 113 026 passages contre 116 522 l'année précédente (-3 %), et une baisse marquée du nombre d'abonnés (-7,9 %). Ce parking de 300 places, réparties sur deux niveaux et équipé de 14 stations doubles de recharge pour véhicules électriques, bénéficie d'une attractivité liée à ses facilités d'accès, au point de capter une partie de la clientèle d'autres parkings, notamment celui de la Barre. Les tarifs, comme dans les autres parkings de la Ville, ont augmenté en 2024. L'usage des bornes de recharge y est significatif, avec 2 332 sessions de chargement enregistrées sur l'année.

984 162 €

En 2024, le stationnement payant sur voirie a généré 984 162 € de recettes, soit une hausse de 14 % par rapport à 2023. Cette progression s'explique par plusieurs facteurs combinés. D'une part, l'augmentation du Forfait Post-Stationnement, passé de 25 € à 35 €, a contribué à renforcer les recettes. D'autre part, le ticket moyen progresse sensiblement, passant de 1,64 € à 1,90 €. La voirie compte désormais 879 places payantes, réparties entre 353 en zone orange et 526 en zone verte, un nombre en légère diminution du fait des aménagements urbains et de l'application de la loi d'orientation des mobilités. Les usages évoluent également : les paiements dématérialisés progressent fortement, avec +25 % via PayByPhone et +40 % via l'application Indigo Neo. Enfin, la verbalisation augmente de 35,6 %, soit 4 115 verbalisations supplémentaires, alors que 85 % des usagers contrôlés respectent le temps payé.

95,4 %

En 2024, le parking de la Plage enregistre une chute spectaculaire de 95,4 % des recettes liées à la vente de tickets « prévendus ». Cette baisse ne résulte pas d'un désintérêt des usagers pour l'ouvrage, mais d'un changement majeur : « *Le Casino a cessé de prendre en charge les frais de stationnement de la clientèle du Grand Hôtel et n'a plus sollicité Indigo pour l'achat de ces tickets prépayés* », souligne le rapport d'activité soumis aux élus. Malgré une baisse de la fréquentation horaire de 8,3 % et un léger recul des abonnements, les recettes totales atteignent 297 018 €, en hausse de 6,5 % sur un an. Cette évolution positive s'explique par l'augmentation des tarifs et par la hausse du ticket moyen, passé de 3,71 € à 4,58 €. Le parking de la Plage demeure toutefois fortement dépendant de facteurs extérieurs comme la météo, les événements du front de mer et la neutralisation de places liée aux malfaçons de l'ouvrage.

Lire aussi

[Cagnotte en ligne pour les victimes du spectaculaire incendie au nord de Rouen](#)

[Val-de-Scie : il fait don de 30 ans de documents historiques – et d'engagement bénévole – à sa commune](#)

[Sur les traces de Turner à Mers-les-Bains : un héritage artistique dévoilé au grand public](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Dieppe](#)

Près d'Elbeuf, ces commerçants vivent douloureusement le renouvellement urbain

Paris Normandie

6-7 minutes

Le retard pris dans la construction du nouveau centre des Feugrais, à Saint-Aubin-lès-Elbeuf, est source de soucis pour les commerçants. Les boulangers jettent l'éponge. Les autres serrent les dents.



Aurélien et Matthieu Dulong, boulangers aux Feugrais, ne se versent plus de salaire depuis juillet 2025. - Paris Normandie



Publié: 4 Janvier 2026 à 07h48 Temps de lecture: 1 min

Au centre commercial des Feugrais, à la frontière entre [Saint-Aubin-lès-Elbeuf](#) et [Cléon](#), la fin d'année n'a rien de festif. La phase de destruction du renouvellement urbain est terminée et celle de la reconstruction se fait douloureusement attendre. À la boulangerie et au pressing, le dépit et l'inquiétude sont palpables.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

« J'ai perdu 60 à 70 000 € par an de chiffres d'affaires et j'ai licencié deux personnes, déplore Matthieu Dulong, qui a racheté la boulangerie à ses parents en mars 2022. Il n'y a plus de passage. »

« Plus de salaire »

Depuis que [les immeubles ont été détruits](#), le quartier est désert. *« Les tours abritaient de grosses familles. Maintenant, il ne reste que des friches », déplore Matthieu. « Depuis juillet, on ne se dégage plus de salaire, ajoute Aurélie, son épouse. On ne peut pas continuer comme ça. »*

La rénovation urbaine [aura eu raison du dynamisme du jeune couple](#). Il jettera l'éponge en décembre 2026, à la fin de son bail commercial. La boulangerie sera détruite et le couple ne pourra pas s'installer dans le nouveau centre.

« Le projet a été pris à l'envers. Il fallait reconstruire des logements avant le centre commercial. »

Isabelle et Pascal Noyon, Responsables du pressing

« On nous avait dit, en 2020 : « Ne vous inquiétez pas ! Vous n'aurez rien à payer », poursuit le père de famille. Finalement, il faudra aménager les 140 m², nos machines de plus de 30 ans ne pourront être déplacées... C'est plusieurs centaines de milliers d'euros à investir. Impossible ! »

Isabelle et Pascal Noyon, qui tiennent le pressing, partagent la colère des boulangers. *« Le projet a été pris à l'envers, tacent-ils. Il fallait reconstruire des logements avant le centre commercial. Proposer aussi les cases vides à des boutiques éphémères pour que le quartier continue à vivre. »*

Facture salée

Les Noyon ont pu compter sur leur clientèle professionnelle pour tirer leur épingle du jeu. *« Financièrement, nous ne souffrons pas mais l'ambiance est déprimante », reconnaît Isabelle.*

« J'ai investi sur des mensonges. Car aujourd'hui, rien n'avance. »

Arnaud Evrevin, Pharmacien

À quelques années de la retraite, le couple s'inquiète pour l'avenir. *« Si nous déménageons dans le nouveau centre, ce qui était prévu, ça signifie un transfert des machines très coûteux, un aménagement de la nouvelle case, et deux fois moins de surface. Si nous restons dans ce local, nous devons faire des travaux, un*

investissement de 32 000 €. »

Investissement forcé aussi pour le pharmacien, Arnaud Evrevin, installé aux Feugrais depuis 2000. *« Il n'a jamais été question que l'officine change de local. J'ai donc acheté les murs, raconte-t-il. Mais j'ai investi sur des mensonges. Car aujourd'hui, rien n'avance, [les travaux sont sans cesse différés](#), on veut m'imposer des travaux que je n'approuve pas. »*

La facture est salée : 172 400 €, « sans aucun devis détaillé, s'agace Arnaud Evrevin. *Changer les menuiseries ? Elles sont neuves. Un nouveau rideau métallique ? Il est en parfait état. Repeindre les briques en façade ? Je n'ai rien demandé. »*

La pharmacie aussi a vu sa fréquentation chuter. *« Moins 20 % depuis les destructions des immeubles. Deux salariés sont partis et j'ai peur que mon équipe se lasse du désert ambiant. Le début des travaux est encore repoussé, au dernier trimestre 2026, pour n'être fonctionnel qu'en 2028. Je ne peux rien planifier. Je n'y crois plus. »*

Lire aussi

[Les 4 solutions responsables pour se débarrasser de votre sapin de Noël aux alentours de Rouen](#)

[Près d'Elbeuf, un nouveau quartier d'une petite centaine de logements va sortir de terre](#)

[Tronçonneuse lors d'un concours de pétanque près d'Elbeuf : quelle sanction pour le joueur ?](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Saint-Aubin-lès-Elbeuf \(Seine-Maritime\)](#), [Cleon \(Seine-Maritime\)](#)

Contenus sponsorisés

[Elbeuf](#)



Le Fonds européen FTJ accélère la transition climatique en Seine-Maritime

L.R

4-5 minutes



Identifiez vous, pour sauvegarder ce article et le consulter plus tard !



© DR

Désormais territoires pilotes, la Seine-Maritime et l'Eure bénéficient du soutien stratégique du Fonds pour une Transition Juste (FTJ), via le FEDER. Ce dispositif européen ne se contente pas de viser la neutralité climatique d'ici 2050 : il propulse la recherche et l'innovation au cœur de la stratégie régionale. En privilégiant l'économie circulaire et la diversification industrielle, le Plan Territorial de Transition Juste entend créer un effet de levier entre acteurs publics et privés pour accélérer la mutation du tissu économique normand.

Des investissements ciblés pour le futur

L'éventail des projets éligibles est vaste, allant des énergies renouvelables à la mobilité bas-carbone, en passant par la transformation des processus industriels et le numérique. L'objectif

est de soutenir des solutions qui protègent le climat tout en garantissant la compétitivité et l'emploi local. Qu'il s'agisse de financer des équipements de pointe, du personnel qualifié ou des prestations externes, le FTJ s'adresse aussi bien aux entreprises et collectivités qu'aux pôles de compétitivité, avec une priorité donnée aux projets collaboratifs. À noter que le seuil d'aide est à minima 100 000 € et 200 000 € pour les grandes entreprises.

Un laboratoire industriel à ciel ouvert

L'enjeu dépasse le simple soutien financier ; il s'agit de faire de l'Eure et de la Seine-Maritime des vitrines de l'industrialisation décarbonée. En facilitant le déploiement de technologies de rupture et de matériaux durables, la Normandie affirme sa position de terre d'expérimentation. Ces investissements stratégiques visent à ancrer durablement la valeur ajoutée sur le territoire.

L'enjeu est de positionner la Seine-Maritime et l'Eure comme des territoires d'expérimentation et de déploiement de solutions climatiques et économiques durables. Les projets soutenus devront démontrer leur impact mesurable sur la réduction des gaz à effet de serre, l'efficacité énergétique et la création ou le maintien d'emplois locaux.

Deux mètres d'eau dans les rues : le réchauffement climatique peut-il submerger Le Havre ?

Marie-Ange MARAINE

4-5 minutes

Faudra-t-il bientôt investir dans un canot gonflable pour traverser le centre-ville du Havre ? La question peut faire sourire, pourtant, certains scénarios évoquent jusqu'à plus de deux mètres d'eau dans certaines rues de la ville. La frontière entre plage et bitume risque-t-elle de devenir floue... voire liquide ? Pour en savoir plus, nous nous sommes rendus à la [direction départementale des territoires et de la mer](#).

Une chance sur cent de se produire par an

Parce que, d'accord, le risque existe... mais quand pourrions-nous boire la tasse, et surtout, pourquoi ? « *Notre mission est de réduire l'exposition de la population à un phénomène naturel qui est l'inondation par submersion marine. Nous nous basons sur un événement centennal, qui a donc une chance sur cent de se produire par an. Cela peut donc arriver demain, dans cinquante ans ou deux années consécutives* », explique Éric Evain, chef du service territorial du Havre.

Et Le Havre, question risques, n'a pas tiré le bon numéro : située en bord de mer, la ville abrite aussi en son centre plusieurs bassins d'eau salée tout prêts à déborder. Ce ne sont pas que des suppositions puisqu'en 1981 et 1984, le quartier Saint-François s'est retrouvé les pieds dans l'eau. Et l'histoire locale en recense d'autres. Le Havre a plusieurs fois déjà flirté avec son côté aquatique.

60 centimètres de montée des eaux d'ici 2100

Le problème, c'est que la tendance n'est pas franchement rassurante. À force de réchauffement climatique et de montée des eaux, les compteurs s'affolent. Depuis 1938, le niveau de la mer est déjà monté de 13 centimètres au Havre ! Les projections pour 2100 tablent sur 60 centimètres de plus. Ajoutez à ce cocktail une crue

centennale et un coup de vent bien senti et Le Havre pourrait sérieusement goûter l'eau salée.

(« La submersion n'arrivera pas par la plage »

Miguel Santiago, Chef du projet risques et aménagements

Mais toute la Porte océane ne se transformera pas en bassin de natation géant. La ville haute sera bien sûr épargnée. Et, surprise, les quartiers Saint-Vincent et Perret devraient eux aussi [garder les pieds au sec](#). Pourquoi ? « *C'est parce que la submersion n'arrivera pas par la plage. [La montée des eaux](#) se fera depuis la mer, elle remontera l'estuaire avant de se déverser sur la réserve naturelle entre les ponts de Normandie et de Tancarville et de revenir vers Le Havre* », détaille Miguel Santiago, chef du projet risques et aménagements.

Pas de tsunami mais une montée inexorable

Autre point en faveur des Havrais : même en cas de crue majeure, l'eau ne surgira pas comme un tsunami. [Le phénomène](#) devrait s'étaler sur trois cycles de marées, soit 48 heures. L'eau grimpera donc, inexorablement mais lentement, laissant ce qu'il faut de temps pour prendre ses précautions et filer à l'abri... à moins de vouloir piquer une tête.

Retrouvez notre simulation de montée des eaux dans les rues les plus touchées du Havre sur paris-normandie.fr

Comment réagir en cas de montée des eaux ?





- Rejoignez les points les plus élevés (étages, collines, zones en hauteur...)
- Évitez tout déplacement à pied ou en voiture dans les zones inondées
- N'allez pas récupérer vos enfants à l'école : ils y seront pris en charge
- Ne descendez pas dans les sous-sols ou parkings souterrains
- N'utilisez pas l'ascenseur - Coupez la ventilation, le chauffage, le gaz et l'électricité
- Fermez portes et fenêtres, calfeutrez toutes les ouvertures (aérations, bas de portes...) - Placez le matériel fragile en hauteur
- Restez à l'écoute de la radio - Ne saturez pas les lignes d'urgence
- Tenez-vous informés via les réseaux sociaux

SERM de Rouen : les partenaires valident le dossier pour obtenir le statut officiel

Chloé Guérout

4–5 minutes



Identifiez vous, pour sauvegarder ce article et le consulter plus tard !



© Biernacki/Région Normandie

Les élus régionaux ont adopté à l'unanimité la synthèse des engagements des partenaires du Service express régional métropolitain (SERM) de Rouen. Ce vote ouvre la voie au dépôt du dossier auprès du ministre chargé des Transports, étape indispensable pour obtenir le statut officiel de SERM et passer à une phase opérationnelle.

Porté par l'État, la Région, la Métropole Rouen Normandie et la Communauté d'agglomération Seine-Eure, le projet est accompagné par la Société des grands projets (SGP), SNCF Réseau et SNCF Gares & Connexions. Il a été labellisé le 27 juin 2024.

Un projet structurant pour les mobilités du territoire

Le SERM de Rouen vise à renforcer les alternatives à la voiture individuelle par une offre multimodale combinant train, cars express et vélo. Il doit améliorer les liaisons entre Rouen, ses communes périphériques et les autres pôles du territoire, comme Yvetot, Barentin, Louviers ou Elbeuf.

Le projet prévoit également une gouvernance élargie, avec l'intégration de dix établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) concernés par le périmètre du SERM.

À l'horizon 2030, le SERM prévoit une offre ferroviaire cadencée à l'heure, sept lignes de cars express et un meilleur rabattement cyclable vers les pôles d'échanges. La phase dite «pré-LNPN» doit permettre un cadencement à la demi-heure, la réouverture de haltes et une nouvelle desserte ferroviaire jusqu'à Louviers. Le plein déploiement, conditionné à la LNPN (Ligne nouvelle Paris-Normandie), inclut la future gare de Rouen rive gauche, un cadencement pouvant aller jusqu'au quart d'heure et un tram-train entre Elbeuf et Montérolier-Buchy.

Un investissement de 1,6 milliard d'euros

Les investissements sont estimés à environ 245 millions d'euros d'ici 2030, puis 360 millions d'euros en phase pré-LNPN. À terme, le projet représente un total de 1,6 milliard d'euros, avec des coûts d'exploitation annuels pouvant atteindre 112 millions d'euros.

Le CESER (Conseil économique, social et environnemental régional), qui soutient le projet, alerte sur la nécessité de sécuriser des financements durables. Il souligne aussi l'enjeu environnemental, le SERM devant contribuer à la réduction des émissions de gaz à effet de serre et à l'amélioration de la qualité de l'air, dans une perspective de transition des mobilités à long terme.

Ferroviaire : Alstom mise sur son usine de Petit-Quevilly

Aletheia Press

4-5 minutes

Après déjà plus d'un siècle d'existence, l'usine Alstom de Petit-Quevilly, près de Rouen, a encore de beaux jours devant elle. En plein développement depuis quelques années, elle conçoit et produit des transformateurs de traction destinés à équiper les trains du groupe. *«Le transformateur, c'est devenu une pièce stratégique pour Alstom. Sans transformateur, pas de trains. C'est un élément clé, sur lequel nous souhaitons être souverains»*, a résumé Frédéric Wiscart, président d'Alstom France, lors d'une visite du président de la région Hervé Morin, le 22 décembre.

Face à une demande grandissante et à l'enjeu stratégique que représente la maîtrise de cet équipement, Alstom mise sur la Normandie. *«On investit ici 2 millions d'euros actuellement»*, assure Frédéric Wiscart. *Nous avons multiplié par trois les volumes de fabrication en moins de dix ans. Et nous accompagnons 25 projets ferroviaires en France et dans le monde. C'est deux fois plus qu'il y a 15 ans !»* De 75 transformateurs en 2018/2019, l'usine est ainsi passée à 246 l'an dernier, se rapprochant de sa capacité maximale de 330. Cela se traduit aussi par de la création d'emplois : plus de 200 salariés sont actuellement recensés à Petit-Quevilly, contre 180 il y a quatre ans.

Un centre d'expertise mondial





Les élus régionaux, Hervé Morin et Virginie Lutrot sont venus visiter l'usine quevillaise qui a notamment équipé les trains TER Omnéo.
© Aletheia Press / B.Delabre

Mais surtout, la totalité des transformateurs nécessaires au groupe (un millier par an) y sont conçus par les équipes d'ingénierie. Ce qui fait du site le centre d'expertise mondial d'Alstom sur ce produit simple, mais essentiel. Son rôle est de transformer les 25 000 volts des caténaires en un courant de tension plus basse pour alimenter le moteur électrique des locomotives, tout en supportant des contraintes importantes, notamment liées à chaleur.

«Un transformateur, c'est un circuit magnétique, une cuve et de l'huile... C'est un produit plutôt simple», admet Fabrice Rebouys, directeur de l'usine quevillaise. *«Mais il nécessite un réel savoir-faire. Ici, l'obsolescence programmée, on ne sait pas ce que c'est. Chaque transformateur que nous produisons a une durée de vie de l'ordre de 30 ans, soit celle de la vie du train»,* soutient le directeur de l'usine.

Une conception spécifique à chaque ligne de train

Il faut compter entre 400 et 1 000 heures de travail pour concevoir un transformateur de TGV. Et il est rigoureusement impossible de les fabriquer en série. Chaque train doit en effet disposer de son propre transformateur, qui est totalement corrélé à la ligne empruntée par le véhicule. *«Par exemple, en ce moment, nous concevons un transformateur pour équiper la ligne A du RER. Mais ce ne sera pas le même que pour un train de la ligne B»,* nous souffle un ingénieur.

Le Petit-Quevilly accueille aussi une équipe recherche et développement. Avec plusieurs pistes de travail : la réduction du bruit, une meilleure gestion du refroidissement, mais aussi l'utilisation d'huile végétale plutôt que minérale. En outre, la réduction de la masse et la limitation des pertes d'énergie restent un fil rouge incontournable. *«La limitation des pertes d'énergie peut représenter des dizaines de millions d'euros d'économie à l'échelle d'une flotte»,* rappelle le président d'Alstom France.

Pour Aletheia Press, Benoit Delabre

La Centrale nucléaire de Paluel lance sa quatrième visite décennale pour l'une de ses unités de production

Écrit par Clé Arouche

3–4 minutes

L'unité de production numéro 1 de la centrale nucléaire de Paluel va subir des contrôles réglementaires, obligatoires tous les dix ans. Objectif : s'assurer de la conformité des installations pour obtenir l'autorisation de poursuivre l'activité du site.

La Quotidienne Société

De la vie quotidienne aux grands enjeux, recevez tous les jours les sujets qui font la société locale, comme la justice, l'éducation, la santé et la famille.

France Télévisions utilise votre adresse e-mail afin de vous envoyer la newsletter "La Quotidienne Société". Vous pouvez vous désinscrire à tout moment via le lien en bas de cette newsletter.

[Notre politique de confidentialité](#)

C'est un chantier qui va durer un peu plus de huit mois, 250 jours précisément.

La centrale nucléaire de Paluel est le premier site en France d'une capacité de production de 1 300 mégawatts à débiter cette quatrième visite décennale.

Ce vendredi 2 janvier 2026, l'unité de production numéro 1 de la centrale nucléaire de Paluel a été déconnectée du réseau électrique national.

Dans son communiqué de presse, EDF précise que trois contrôles principaux seront effectués sur les composants qui assurent la sûreté des installations.

Sur la cuve du réacteur là où se produit la fission nucléaire. Sur le circuit primaire qui constitue la deuxième barrière de sûreté entre la matière radioactive et l'environnement. Et enfin sur l'enceinte du bâtiment réacteur qui constitue la troisième barrière de confinement.

A titre d'exemple explique l'entreprise *"un tiers du combustible sera remplacé par des assemblages neufs"*. Et *"près de 1 200 kms de tuyauterie du condenseur seront remplacés."*

Pendant toutes ces manœuvres, les trois autres unités de production de la centrale restent en fonctionnement et connectées au réseau électrique.

Ces contrôles sont obligatoires tous les dix ans sur les réacteurs des centrales nucléaires françaises.

Dans son communiqué, EDF explique que *"l'objectif de ce réexamen périodique approfondi, est de s'assurer de la conformité des installations et de les amener aux standards de sûreté des réacteurs de dernière génération comme l'EPR pour les 10 années supplémentaires."*

Une visite décennale à laquelle Paluel se prépare depuis quatre ans assure EDF et pour laquelle elle dit avoir embauché 330 personnes supplémentaires entre 2021 et 2025.

A l'issue de ces opérations de contrôles, [l'ASNR, l'Autorité de Sûreté Nucléaire et de Radioprotection](#), statuera sur la poursuite d'exploitation de la centrale de Paluel pour les dix prochaines années.

Paluel. Un chantier historique commence à la centrale nucléaire

Ghislain Annetta

3–4 minutes

Le 2 janvier, dans la nuit, l'unité de production n°1 de la centrale nucléaire de [Paluel](#) a été déconnectée du réseau électrique national. Cette mesure n'est pas liée à un incident. Elle donne le coup d'envoi concret de la 4^e visite décennale. La centrale nucléaire de Paluel est le premier site 1 300MW de France à effectuer cette série de travaux.

- **A lire aussi.** [\[Photos\]. Préparer la centrale de Paluel à la tempête : les pompiers du nucléaire en entraînement intensif](#)

"Les amener aux standards de sûreté des réacteurs de dernière génération comme l'EPR"

"Au cours de cet arrêt, décennal, trois contrôles réglementaires seront effectués sur les principaux composants assurant la sûreté des installations : la cuve du réacteur, le circuit primaire et l'enveloppe du bâtiment réacteur", précise la direction. "Plus de 26 000 activités de maintenance seront également réalisées." Des activités d'ampleur seront menées sur les circuits secondaire et de refroidissement : plus de 80 000 tubes du condenseur seront remplacés, soit près de 1 200km de tuyauterie, le rotor du corps basse pression du groupe turbo-alternateur de plus de 200 tonnes sera changé ainsi que les deux tambours filtrant l'eau de mer de 22 mètres de diamètre situés au cœur de la station de pompage et participant au refroidissement du condenseur.

Jusqu'en 2029

Les unités de production n°2, n°3 et n°4 sont en fonctionnement et connectées au réseau électrique national. Leur tour suivra. Elles seront arrêtées et révisées de fond en comble, l'une après l'autre. L'objectif de ce réexamen périodique approfondi est de s'assurer de la conformité des installations. Il s'agit *"de les amener aux standards de sûreté des réacteurs de dernière génération comme*

"EPR pour les 10 années supplémentaires", selon les termes de l'exploitant.

Cette étape marque symboliquement le passage des 40 années d'exploitation du site. D'autres activités dimensionnantes auront lieu pendant ces travaux. Les générateurs de vapeur seront remplacés sur l'unité n°3 en 2027. Les quatre assemblages MOX seront introduits sur l'unité n°4. La réalisation de ce chantier est préparée depuis plusieurs années maintenant, à la fois à l'échelle du site de Paluel mais également avec l'aide des centres d'ingénieries nationaux, des unités d'appui et des entreprises partenaires.



La centrale espère passer le cap des 40 ans d'activité et poursuivre son exploitation au moins pour 10 ans - EDF Francis Chanteloup

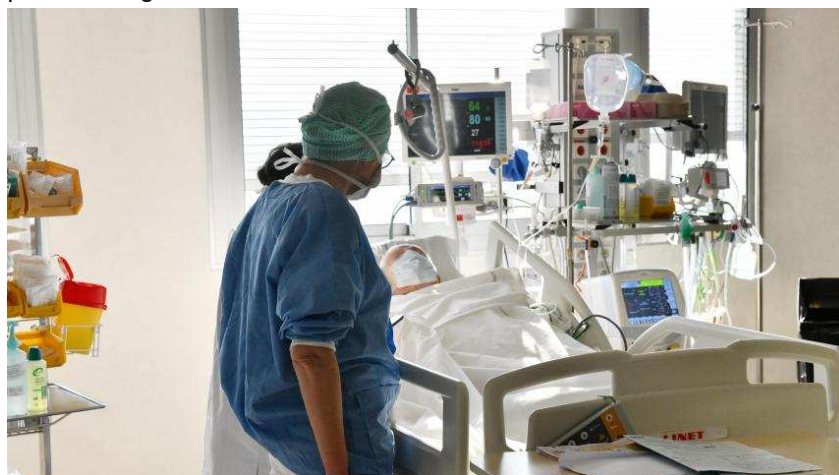
A l'issue de l'ensemble des travaux et contrôles réalisés, l'Autorité de sûreté du nucléaire et de la radioprotection (ASNR) statuera sur la poursuite d'exploitation de chacune des quatre unités de production pour les 10 années à venir. C'est elle qui validera ou non la réussite de ce grand carénage lancé par EDF et qui sera dupliqué sur les autres sites 1 300MW du groupe.

Les urgences du CHU de Rouen accusent un temps d'attente « très long »

Paris Normandie

4-5 minutes

La montée épidémique de la grippe n'est pas encore achevée en Normandie que le CHU de Rouen a lancé un appel sur les réseaux sociaux : les temps d'attente explosent. Il vaut mieux éviter sauf pour les urgences vitales.



Les urgences du CHU de Rouen annoncent des temps d'attente très longs pour les « soins non sévères » en cette période de grippe. - Photo illustration Stéphanie Péron



Publié: 4 Janvier 2026 à 10h21 Temps de lecture: 1 min

« *Malgré la mobilisation importante des équipes, le temps d'attente est très long pour les soins non sévères aux urgences de Charles-Nicolle* », détaille la page Facebook du CHU de Rouen dans un post daté du samedi 3 janvier 2026.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

L'établissement de soins préconise d'« *adopter les bons réflexes... Vous présentez une douleur aiguë (ex : douleur dentaire, mal de dos...) ou des symptômes compatibles avec la grippe ? Vous pouvez vous rendre en pharmacie pour recevoir des antidouleurs ou du paracétamol. À savoir : en pharmacie, il existe des tests pour les angines et les infections urinaires* », explique le CHU.

Respecter les gestes barrières

L'hôpital souligne que le recours au médecin généraliste est préconisé en cas d'affection non vitale et qu'en l'absence de ce dernier le 116117 peut orienter les patients en cas d'urgences non vitales. Enfin, il faut composer le 15 en cas d'urgence vitale.

Cette mise en garde du CHU de [Rouen](#) intervient alors que le pic de l'épidémie de la grippe n'a pas encore été atteint ni au niveau national ni en Normandie, selon le dernier bulletin de Santé publique France, daté du 31 décembre 2025. Les nombres de passages aux urgences et d'hospitalisations ont augmenté en Normandie, toutes les classes d'âge sont concernées.

Compte tenu de la circulation très importante des virus grippaux dans l'ensemble de la population française et des prévisions de la dynamique de l'épidémie en France hexagonale établies par l'Institut Pasteur et Santé publique France, une forte sollicitation des systèmes de soins en ville et à l'hôpital ne peut être exclue dans les semaines à venir. Santé publique France rappelle donc l'importance des gestes barrières.

Lire aussi

[Les 4 solutions responsables pour se débarrasser de votre sapin de Noël aux alentours de Rouen](#)

[Cagnotte en ligne pour les victimes du spectaculaire incendie au nord de Rouen](#)

[Cet étudiant de Mont-Saint-Aignan achète et revend des Lego d'occasion, un business à part entière](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Rouen \(Seine-Maritime\)](#)

Contenus sponsorisés

[Rouen](#)



« La médecine libérale ne répond plus » : pourquoi les médecins seront en grève à partir de lundi ?

AFP

5-7 minutes

Cabinets fermés, blocs opératoires à l'arrêt, manifestation... À partir de lundi 5 janvier 2026 et pour dix jours, les médecins libéraux sont appelés à faire grève contre « des politiques qui les piétinent ».



Par AFP

Publié: 4 Janvier 2026 à 16h04 Temps de lecture: 4 min

Cabinets fermés, blocs opératoires à l'arrêt, manifestation... A partir de lundi 5 janvier 2026 et pour dix jours, les médecins libéraux sont appelés à faire grève contre « *des politiques qui les piétinent* », mouvement que leurs syndicats espèrent « *massif* », au risque de mettre en difficulté l'hôpital public.

Les [médecins de ville](#) et des cliniques protestent contre diverses mesures de la loi de financement de la sécurité sociale (LFSS) pour 2026 adoptée le 16 décembre et plus largement des politiques qui « *mettent en danger* » leur « *liberté d'exercice* ».

Parmi les griefs : un budget insuffisant face à des besoins croissants, un contrôle accru des prescriptions d'arrêts de travail ou des mesures permettant aux autorités de baisser « *de façon autoritaire* » les tarifs de certains actes, en « *contournant* » le dialogue social.

Les praticiens craignent aussi la restriction de leur liberté d'installation, objet de textes en cours d'examen au Parlement.

« *Les remontées de terrain sont impressionnantes. Les médecins se sentent trahis. Le mouvement sera excessivement suivi, je n'ai pas vu ça depuis 30 ans* », affirme Frank Devulder, président du syndicat CSMF.

D'après un « *sondage flash* » du syndicat, environ 85 % des adhérents prévoient de faire grève.

« **Blocs opératoires arrêtés** »

Tous les syndicats font front commun : les organisations professionnelles représentatives (Avenir Spé/Le Bloc, CSMF, FMF, MG France, SML, UFML), les étudiants (Isni, Isnar-Img, Anemf) comme la jeune génération (Jeunes Médecins, Médecins pour Demain).

Seul le SMG (syndicat de la médecine générale, non représentatif) voit dans ce mouvement la défense des « *privileges d'une corporation* ».

La grève devrait aller crescendo : dans les blocs des cliniques l'activité sera réduite dès lundi, et « *arrêtée* » à partir du 10 janvier, jour d'une grande manifestation prévue à Paris. Les chirurgiens, gynécologues-obstétriciens et anesthésistes-réanimateurs du syndicat Le Bloc prévoient même un « *exil* » symbolique du 11 au 14 janvier, à Bruxelles. Plus de 2 000 médecins doivent y participer.

« *Du 10 au 14, il y aura, je pense, 80 % des blocs opératoires arrêtés* », estime Lamine Gharbi, président de la fédération de l'hospitalisation privée (FHP) qui regroupe les cliniques.

La FHP « *soutient et rejoint* » la mobilisation, a écrit l'organisation dans un communiqué, dénonçant de son côté le gel annoncé des tarifs des prises en charge hospitalières, malgré l'inflation.

Les patients déjà hospitalisés continueront d'être soignés mais les personnes arrivant aux urgences ou à la maternité seront, sauf urgences vitales, « *transférées vers l'hôpital public* », selon les syndicats.

La grève pourrait ainsi mettre sous tension l'hôpital public, déjà éprouvé par un pic d'épidémies hivernales.

« **Du jamais vu** »

« *C'est la conséquence de politiques qui agressent les médecins* », notamment le secteur 2 (praticiens conventionnés, avec dépassements d'honoraires), alors que les tarifs remboursés par l'Assurance maladie n'ont pour certains « *pas évolué depuis les années 1990* », lance Bertrand de Rochambeau, président du

Syngof (gynécologues-obstétriciens).

Du côté des médecins de ville, Jeunes médecins Ile-de-France a lancé une plateforme pour permettre aux grévistes de se déclarer, alors « *qu'aucun outil public* » ne les recense. Plus de 13 500 sont déjà enregistrés.

Certains fermeront totalement leur cabinet. D'autres se cantonneront aux seules urgences ou feront une « grève administrative », refusant par exemple de transmettre des données à l'Assurance maladie.

Une telle mobilisation, « *c'est du jamais vu* », « *les discussions entre médecins actuellement ne tournent qu'autour de ça* », témoigne Alexis Bourla, président de Jeunes médecins IDF.

Le ministère de la Santé assure « *suivre de près la situation* ». Les fermetures annoncées de cabinets et les déprogrammations d'opérations sont « *recensées et anticipées* », précise-t-il.

Dans le Quotidien du médecin puis dans une lettre ouverte, la ministre Stéphanie Rist a répété vouloir « *renouer le dialogue* », et promis d'ouvrir avec les médecins « *un chantier sur les modes de rémunération* ».

Elle a souligné que des mesures très contestées avaient disparu, comme l'instauration d'une amende pour les médecins qui ne rempliraient pas le dossier médical partagé (DMP) des patients, censurée par le Conseil constitutionnel. Et promis de ne pas baisser des tarifs médicaux sans négociations.

« *Insuffisant* » pour les syndicats, qui attendent « *des actes* ».

Lire aussi

[Les urgences du CHU de Rouen accusent un temps d'attente « très long »](#)

[Une galette des rois remboursée par la Sécu : c'est possible et ça vient de Darnétal](#)

[Qui est le Dr Alain Fuseau, figure de la pédopsychiatrie au Havre, décoré de la Légion d'honneur ?](#)

Contenus sponsorisés

Juste pour vous

"Notre manière d'exercer est de plus en plus oppressante" : les médecins sont en grève dans l'Eure et en Seine-Maritime - ICI

J'autorise

4-5 minutes

Les médecins sont appelés à la grève à partir de ce lundi 5 janvier 2026. © Maxppp - Charly Jurine

Diffusé le lundi 5 janvier 2026 à 7:31

Publié le lundi 5 janvier 2026 à 7:31

Les médecins sont appelés à la grève à partir de ce lundi 5 janvier 2026 et pour dix jours. Ils dénoncent plusieurs dispositions prévues dans le budget de la sécurité sociale votée mi-décembre 2025.

Parmi elles, les quotas de prescription.

Les médecins libéraux sont appelés à faire grève à partir de ce lundi 5 janvier et pour dix jours. Ils dénoncent plusieurs dispositions prévues dans le cadre du budget de la sécurité sociale votée mi-décembre 2025. Ils dénoncent "des politiques qui les piétinent" la profession avec comme point d'orgue une manifestation à Paris ce samedi 10 janvier 2026 à laquelle plusieurs praticiens de Maromme près de Rouen participeront.

Une mobilisation massive attendue

Parmi la longue liste de griefs, les médecins sont vent debout contre les prescriptions qui seront de plus en plus encadrées, notamment les arrêts de travail. *"Moi, j'ai choisi de faire médecin généraliste pour être médecin de terrain c'est-à-dire être l'accès au soin pour ceux qui en auraient besoin, accompagner le patient"*, explique Cécile Ryckewaert, médecin généraliste à Maromme près de Rouen.

"Aujourd'hui on va me demander de réfléchir si l'arrêt de travail que je souhaite prescrire parce que ça reste une prescription, un acte médical, on va demander si ça correspond à un quota qui va m'être imposé. Alors que non si j'estime que mon patient a besoin d'être en arrêt maladie c'est parce qu'il en a besoin", poursuit la praticienne. *"Notre manière d'exercer est de plus en plus oppressante"*.

Elle compte se mobiliser ce samedi 10 janvier 2026 à Paris.

Près d'Yvetot. Un scandale sanitaire à la hauteur de celui de l'amiante ? Le créosote pourrait causer des cancers

Ghislain Annetta

3–4 minutes

La créosote engendrera-t-elle un scandale sanitaire à la hauteur de celui de l'amiante ? Rien ne permet de l'affirmer à l'heure actuelle. Cependant, le syndicat Sud-Rail tire la sonnette d'alarme. L'organisation syndicale fait le lien entre *"plusieurs cas de cancer de la prostate chez des cheminots"* et ce mélange d'huiles extraites du charbon ou du goudron de bois, utilisé pour protéger des traverses de chemin de fer. *"Des collègues en bonne santé tombent soudainement malades alors que cette maladie touche généralement des personnes plus âgées"*, insiste Thierry Guyader, membre du syndicat et bénévole à l'Andeva, Association nationale d'aide aux victimes de l'amiante et autres maladies professionnelles.

"Pour moi, ils l'ont tué"

Le syndicaliste cite le cas de Pascal Langlois, poseur de voie à la brigade SNCF de Motteville, décédé le 16 février 2023 à l'âge de 48 ans. Céline, sa veuve qui habite à Croixmare, explique : *"Le cancer de mon époux a été diagnostiqué en septembre 2020. Il a été traité avec de la chimio dès octobre. Il y a eu rémission en 2021. Mon mari a repris le travail en mai 2022. Mais il a rechuté en août. Son état s'est aggravé à la fin de l'année. Il avait perdu 26kg, vivait avec une sonde urinaire. Les métastases se sont développées. Il a été hospitalisé le 31 janvier 2023."* La caisse d'assurance maladie de la SNCF a reconnu le lien entre le cancer et le travail habituel de Pascal Langlois. Sa femme touche une réversion mais n'a reçu aucune compensation financière de l'employeur. *"Pour moi, ils l'ont tué"*, lâche-t-elle. Elle a mis le dossier entre les mains d'une avocate qui suit plusieurs cas similaires. Thierry Guyader rappelle : *"Cinq autres cheminots normands atteints eux aussi de cancer ont poussé la porte de notre local."*

Une huile cuivrée pour remplacer

L'Agence nationale de la sécurité sanitaire (Anses) décrit la créosote comme *"une substance très toxique pour la santé"*. Selon l'Anses, *"elle peut provoquer des cancers et une altération de la fertilité"*. En France, le gouvernement a limité, en 2018, l'utilisation de ce produit *"au seul traitement des traverses de chemin de fer"* avec un usage très encadré. La SNCF explique d'ailleurs que *"l'entreprise a aujourd'hui recours à un procédé à base d'huile cuivrée, sans créosote"*. Mais comment étaient protégés les agents respirant des poussières chargées de créosote avant ce changement ? C'est bien tout l'enjeu du décès de Pascal Langlois... La SNCF répond, à ce propos qu'elle *"n'est pas en droit de commenter un dossier individuel à caractère médical"*. Elle indique cependant que sa filiale Réseau *"a toujours veillé à respecter scrupuleusement les normes sanitaires et environnementales qui encadrent le travail de ses agents, avec une attention constante portée à leur santé et à leur sécurité"*.

Yvetot. Pourquoi des cabinets médicaux sont-ils fermés à partir de lundi ?

Ghislain Annetta

3–4 minutes

C'est assez rare pour être souligné. Du 5 au 15 janvier, le cabinet médical Carnot [d'Yvetot](#) ferme ses portes. Ses praticiens accompagnent le mouvement de grève national lancé à l'appel des principaux syndicats représentatifs des médecins libéraux qu'ils soient généralistes ou spécialistes. A [Auzebosc](#), à quelques kilomètres de la capitale du pays de Caux, Paloma Capon annonce elle aussi qu'elle n'assurera pas de consultation pendant cette période.

- **A lire aussi.** [Près de Saint-Romain-de-Colbosc. "On ne peut plus attendre" : cette mère cherche un foyer spécialisé pour son fils atteint d'autisme](#)

"C'est la première fois que la mobilisation est aussi forte. C'est la preuve d'un ras-le-bol général"

Les grévistes dénoncent le Projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS) 2026. Selon eux, ce texte constituerait une rupture historique et une attaque inédite contre la médecine libérale, avec un risque d'aggravation de l'accès aux soins. Un rassemblement est prévu place du Panthéon à Paris samedi 10 janvier à partir de 12h30, départ du cortège à 14 heures en direction de l'Hôtel des Invalides.

"C'est la première fois que la mobilisation est aussi forte. C'est la preuve d'un ras-le-bol général", témoigne Simon Luder, installé au sein du cabinet Carnot. *"Fermer nos cabinets, nous ne le faisons pas de gaieté de cœur. Mais c'est le seul moyen de nous faire entendre. C'est pour nos patients que nous nous mobilisons",* signale Paloma Capon. Tous deux dénoncent *"la mise sous objectif, par la [Sécurité sociale](#), des arrêts de travail"*. Pour le moment, quand un docteur dépasse la moyenne nationale des prescriptions, il peut être conduit à négocier avec un médecin

coordonnateur de l'[Assurance maladie](#). Si la loi se met en place en l'état, les praticiens devront rembourser la Sécurité sociale. *"Cette disposition ne tient pas compte des réalités. Nous n'avons pas tous la même patientèle. Cela dépend des secteurs où nous exerçons. Un confrère qui a beaucoup de patients retraités ne sera pas concerné"*, plaident les deux médecins cauchois. Ils voient dans cette mesure *"une restriction de la liberté de prescription inscrite dans la loi"*. D'ailleurs un autre article, instaurant une sanction financière pour les professionnels de santé ne respectant pas leur obligation d'alimenter le dossier médical partagé des patients, a été censuré par le Conseil constitutionnel. Cette amende était vécue par les praticiens libéraux comme une atteinte possible au secret médical. *"Alors que sa portée est limitée puisque les services d'urgence n'ont pas accès à ce dossier partagé"*, insistent Simon Luder et Paloma Capon.

Le texte prévoit également de *"taxer plus"* les médecins retraités qui exercent encore. *"Cela peut avoir des conséquences sur le [Médi'Caux bus](#) qui accueille déjà 1 400 patients autour d'Yvetot. Ce service n'est assuré que par des retraités pour ne pas ajouter de l'activité aux généralistes dont les emplois du temps sont complets"*, notent nos deux interlocuteurs. Qui concluent : *"Ce projet de loi ne donne pas envie aux futurs médecins de s'installer en libéral. Et c'est la population qui va en souffrir."*

En Normandie, l'épidémie de grippe se poursuit et les hospitalisations sont en hausse

Paris Normandie

3–4 minutes

Le pic de l'épidémie de la grippe n'a pas encore été atteint ni au niveau national ni en Normandie, selon le dernier bulletin de Santé publique France.



Publié: 2 Janvier 2026 à 17h31 Temps de lecture: 2 min

L'épidémie de grippe continue d'augmenter. C'est ce qu'annonce Santé publique France dans son dernier bulletin épidémiologique, du 31 décembre 2025. Comme toutes les régions de France, à l'exception de La Réunion, la Normandie est en [phase épidémique](#) et le pic n'a pas été encore atteint.

Les nombres de passages aux urgences et d'hospitalisations ont augmenté en Normandie. Et toutes les classes d'âge sont concernées. Une légère diminution du nombre de consultations à SOS Médecins est observée. Les vacances et les fêtes de fin d'année peuvent avoir influencé ces tendances.

Au 30 novembre 2025 dans la région, parmi les personnes à risque, 46 % des personnes âgées de 65 ans et plus ont été vaccinées contre la grippe, tandis que chez les personnes âgées de moins de 65 ans, 25 % ont été vaccinées. La campagne de [vaccination](#) contre la grippe est toujours en cours.

La bronchiolite toujours présente

L'épidémie de [bronchiolite](#), elle, reste stable en Normandie. Les indicateurs aux urgences et d'hospitalisation se stabilisent

tandis que l'activité en ville (SOS médecins) et la circulation du virus respiratoire syncytial (données des laboratoires) sont en diminution, informe Santé publique France. Précisant toutefois que cette interprétation reste à confirmer du fait des vacances et les fêtes de fin d'année, qui peuvent avoir influencé ces chiffres.

Compte tenu de la circulation très importante des virus grippaux dans l'ensemble de la population française et des prévisions de la dynamique de l'épidémie en France hexagonale établies par l'Institut Pasteur et Santé publique France, une forte sollicitation des systèmes de soins en ville et à l'hôpital ne peut être exclue dans les semaines à venir. Santé publique France rappelle donc l'importance des gestes barrières.

Lire aussi

[Guide des décideurs 2026. En Normandie, près de 400 000 postes à pourvoir d'ici 2030](#)

[Météo et circulation : risque de verglas, de neige et de gelée blanche... La Dirno « sur le qui-vive ! »](#)

[Les 10 ans de la Normandie. Pourquoi ces personnalités sont-elles fières d'être normandes ?](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Normandie](#)

Contenus sponsorisés

Juste pour vous

Goderville. Municipales 2026 : au moins sept maires vont rendre leur tablier

Charles Turcant

2-3 minutes

Comme sur le secteur de Criquetot-l'Esneval, c'est assez partagé concernant les maires qui seront candidats ou non en mars prochain ; avec, tout de même, une majorité qui seront de la partie. Parmi eux, le maire de Goderville, Frédéric Carlière, mais aussi Pascal Mabire (Bec-de-Mortagne), Hervé Niepceron (Vattetot-sous-Beaumont), Pascal Delamare (Daubeuf-Serville), Pierre Rivoallan (Annouville-Vilmesnil), Isabelle Geulin (Bénarville), André-Pierre Blondel (Bretteville-du-Grand-Caux), David Fleury (Bornambusc), Claire Guérout (Ecrainville), David Jezequel (Houquetot), Emmanuelle Schuft (Virville) et Christian Solinas (Manneville-la-Goupil). Certains d'entre eux, comme le maire mannevillais, savent que la campagne sera animée après une scission au sein de leur conseil, avec une autre liste face à la leur.

L'âge pousser à tourner la page

Du côté de ceux qui ne se représentent pas, on retrouve l'actuel président de Campagne de Caux, Serge Girard (Grainville-Ymauville), qui sera candidat à Fécamp ; mais aussi son prédécesseur à la tête de la communauté de communes, Franck Rémond (Mentheville). L'ancien vice-président, André Basille va également rendre son tablier : *"La seule raison, c'est mon âge. Mais une grande partie du conseil reste et la succession est organisée."* Même positionnement pour Gervais Goupil (Tocqueville-les-Murs) : *"A 77 ans, je suis en bonne santé, mais tout peut aller très vite... Il faut savoir laisser la place. Ce peut aussi être le moment de profiter davantage de la famille."* Michel Lemesle (Auberville-la-Renault), Huguette Lesauvage (Angerville-Bailleul) et Christian Leroux (Gonfreville-Caillet) ne seront pas non plus candidats. Enfin, Jean-Claude Malo (Bréauté) ne souhaite pas se prononcer et Anthony Bayou (Saint-Sauveur-d'Emalleville) ne nous a pas apporté de réponse.

Municipales 2026 : Bruno Guilbert candidat à sa réélection à la tête de Franqueville-Saint-Pierre

5-6 minutes

Avec la liste Écouter, partager et s'engager, le maire sortant Bruno Guilbert, veut poursuivre l'ouverture de Franqueville-Saint-Pierre avec un nouveau mandat.

Sur le même thème

[Coronavirus \(Covid\)](#)

[Ehpad](#)

[Municipales 2026](#)

Article réservé aux abonnés



Le duo Bruno Guilbert (à droite) et Thierry Laridon va mener la liste Écouter, partager, s'engager pour Franqueville-Saint-Pierre. ©Le Bulletin

Par [Rédaction Normandie](#) Publié le 3 janv. 2026 à 18h09

Bruno Guilbert concède lui-même que c'était un secret de Polichinelle. **Le maire sortant** de cette commune proche de [Rouen](#) a annoncé **sa candidature pour les élections municipales de mars 2026** avec la liste Écouter, partager, s'engager pour [Franqueville-Saint-Pierre](#).

Toutes les tranches d'âge dans la liste

« Nous avons déjà nos 31 colistiers. **La liste est renouvelée à 45 %** pour des raisons habituelles. Ceux qui partent ne sont pas en désaccord, mais ils le font pour des choix personnels. Concernant les nouveaux, on a toutes les tranches d'âges, des actifs, des retraités et toutes les professions dont un agriculteur. C'est intéressant », détaille le maire sortant. **La première adjointe, Maryse Bétous, ne se présente pas** pour reprendre ses fonctions après trois mandats à Franqueville-Saint-Pierre, et un an une autre commune. **Elle passe la main à Thierry Laridon**, l'actuel adjoint aux sports.

Bruno Guilbert confirme aussi qu'il est **rejoint par une partie des membres de la minorité**. « En 2020, nos programmes étaient proches et tout le long du mandat, ils n'ont pas été des opposants. Cela a toujours été de bon ton et respectueux avec un travail constructif au sein des commissions. Je suis quelqu'un d'ouvert, aussi, les personnes avec qui je peux discuter, pourquoi ne pas les avoir sur ma liste ? », détaille Bruno Guilbert qui a ainsi formé un collectif sans étiquette.

« J'ai beaucoup apprécié ce mandat, même si cela n'a pas toujours été simple », précise le maire qui regrette que ce mandat ait été amputé par **la crise sanitaire, économique, énergétique et institutionnelle**.

« Je peux encore apporter à Franqueville et développer certains axes que nous n'avons pas eu le temps de mettre en place. Voilà pourquoi, je me réengage. Il y a un peu le goût d'inachevé. Un mandat supplémentaire, ce serait bien », affirme Bruno Guilbert.

« Franqueville n'est plus blacklistée »

Bruno Guilbert revient sur son bilan et affirme que la commune a changé dans le bon sens : « nous avons mis l'accent sur la construction, le développement et l'expansion. Nous avons investi 11 millions d'euros pendant ces six dernières années entre le gymnase Nicolas-Fleury, l'Ehpad, la résidence seniors et étudiante, la toiture de l'église et j'en passe », détaille le maire sortant qui estime avoir rétabli des relations de confiance avec la Métropole Rouen Normandie, avec notamment les pistes cyclables.

« Franqueville n'est plus blacklistée. Et, nous avons fini le boulot pour le centre aquatique. Elle reçoit maintenant 4 000 nageurs par semaine », poursuit Bruno Guilbert.

Votre région, votre actu !

Recevez chaque jour les infos qui comptent pour vous.

[S'inscrire](#)

Un écoquartier à la maison blanche

Pour connaître le programme de la future liste, il faudra attendre les deux réunions publiques le 29 janvier et le 7 février. « Nous allons ouvrir un site internet où les Franquevillais pourront s'exprimer et co-construire la ville de demain. Dans les grandes lignes, nous avons déterminé quatre axes principaux autour de la tranquillité publique, l'aménagement du territoire, le vivre ensemble et la solidarité et la vie associative », indique le candidat.

Exemple de réflexions à mener avec les habitants : la création d'un **écoquartier** à la maison blanche, la réhabilitation de l'école Louis-Lemonnier, le développement la place de l'hôtel de ville ou encore **dynamiser le commerce**.

Quant à l'affirmation de son opposant, Cyrille Devos, selon laquelle **le maire n'est pas abordable**, Bruno Guilbert répond. « C'est son ressenti. Je reconnais que je suis un homme de projets. On peut me reprocher de ne pas être sur les marchés, mais ce que je défends c'est d'aller au bout des dossiers », martèle l'élus, qui plaide être quelqu'un qui a plutôt « les mains dans le cambouis. Ce qui m'intéresse, c'est d'être **au service des Franquevillais**. Après, ce sont eux qui choisiront ».

Suivez l'actualité de Rouen sur [notre chaîne WhatsApp](#) et sur [notre compte TikTok](#)

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Municipales 2026. À Anneville-sur-Scie, le maire sortant brigue un nouveau mandat

Paris Normandie

4-5 minutes

Sébastien Brunneval annonce qu'il briguera un second mandat de maire. Il confie entretenir un lien particulier avec la commune, où il habite depuis 25 ans, et vouloir continuer à être utile à ses habitants.



Publié: 4 Janvier 2026 à 08h11 Temps de lecture: 2 min

Sylvie Macquet

Dans la petite commune d'Anneville-sur-Scie, le conseil municipal se prépare pour le prochain mandat et le maire sortant fait connaître ses intentions. Sébastien Brunneval, 54 ans et fonctionnaire de police, a annoncé qu'il briguera un 4e mandat, dont un second mandat de maire. Il confie entretenir un lien particulier avec la commune, où il habite depuis 25 ans, et vouloir continuer à être utile à ses habitants.

« J'ai un côté affectif pour Anneville, indique l'édile. C'est un village où chaque projet compte et je suis satisfait d'avoir réalisé tous les engagements pris lors du dernier mandat sans augmenter les taux d'imposition. Aujourd'hui, j'ai à cœur de poursuivre les initiatives lancées. »

Parmi ses priorités figure la poursuite des travaux engagés : l'enfouissement des réseaux, afin d'améliorer l'esthétique et la sécurité de la commune, ainsi que l'aménagement du city-stade, qui pourrait prochainement être complété par des équipements destinés aux plus jeunes. *« Nous nous efforçons, avec les*

membres du conseil municipal, de gérer le budget communal comme nous gérons notre propre budget », poursuit le [maire](#).

La liste complète bientôt présentée

Trois nouveaux candidats rejoindront l'équipe municipale, dont la moyenne d'âge est de 45 ans. « *La nouvelle obligation de parité nous a contraints à faire certains choix*, confie Sébastien Brunneval. *Cela n'a pas posé de difficulté, mais j'ai dû renoncer à un habitant qui s'était porté volontaire. Nous avons cependant pu constituer une liste équilibrée, dont une personne très investie dans le bénévolat à l'Arche d'Écorchebeuf, l'établissement d'accueil pour personnes en situation de handicap mental, qui apportera une expertise citoyenne reconnue.* »

La liste complète sera bientôt présentée. Pour Sébastien Brunneval, ce second mandat de maire représenterait l'opportunité de continuer à œuvrer pour le bien-être des habitants et de renforcer les projets déjà engagés, tout en maintenant une dynamique de proximité chère à la commune.

NEWSLETTER POLITIQUE Recevez gratuitement les dernières actualités Politique [en cliquant ici](#) Lire aussi

[Cagnotte en ligne pour les victimes du spectaculaire incendie au nord de Rouen](#)

[Val-de-Scie : il fait don de 30 ans de documents historiques – et d'engagement bénévole – à sa commune](#)

[Sur les traces de Turner à Mers-les-Bains : un héritage artistique dévoilé au grand public](#)

Contenus sponsorisés

[Dieppe](#)



[Ce qui vous attend en 2026 à Dieppe : des travaux, les](#)

Ancien Premier ministre, Édouard Philippe conserve son chauffeur et sa protection

Audrey Rohrbach

~4 minutes

Depuis le 1er janvier 2026 est entrée en vigueur la fin des privilèges à vie des ex-Premiers ministres et anciens ministres de l'Intérieur portée par Sébastien Lecornu, à quelques exceptions près.



Publié: 4 Janvier 2026 à 08h00 Temps de lecture: 1 min

Terminé le chauffeur et la voiture de fonction. Idem pour la protection policière pour les anciens Premiers ministres et anciens ministres de l'Intérieur qui ont quitté leurs fonctions depuis plus de deux ans. Le décret qui s'applique depuis le 1er janvier 2026 met fin aux privilèges matériels à vie de ces ministres.

Il vient s'ajouter à celui mis en place en 2019 par [Édouard Philippe](#), alors Premier ministre, et qui limitait déjà à dix ans certains privilèges.

Au total, 24 chauffeurs et 24 officiers de sécurité vont être détachés de leurs obligations auprès du personnel politique. Une décision saluée par le secrétaire régional adjoint du syndicat Un1té pour les services centraux. « *Une enquête est faite directement par un service qui évalue la menace, le danger. Et ça, ça se maintiendra. Mais on accédera peut-être plus là où il y a vraiment besoin* », explique Julien Adubeiro à nos confrères de [franceinfo](https://www.franceinfo.fr).

Quelques exceptions subsistent, notamment pour ceux engagés dans une campagne présidentielle, ou encore ceux en fonction au moment d'attentats ou de crises majeures imposant une protection.

C'est ainsi qu'Édouard Philippe, maire du Havre et candidat à l'élection présidentielle de 2027, conserve son chauffeur et sa protection contrairement à Jean-Marc Ayrault, François Fillon, Dominique de Villepin ou encore Jean-Pierre Raffarin.

NEWSLETTER POLITIQUE Recevez gratuitement les dernières actualités Politique [en cliquant ici](#) Lire aussi

[Qui veut être à la tête d'un restaurant-épicerie ? Une commune rurale normande cherche preneur](#)

[Football – HAC : venus pour Sidiki Chérif, les recruteurs ont vu Ayumu Seko](#)

[Football – HAC. Mais qu'ils sont beaux et forts les gamins du Doyen !](#)

[Le Havre](#)



[Qui veut être à la tête d'un restaurant-épicerie ? Une commune rurale normande cherche preneur](#)



« Je ne suis pas un monarque » : après plus de 40 ans de mandat, Jean-Jacques Brument raccroche, près de

Anne-Sophie Groué-Ruauzel

8-10 minutes

Élu depuis 1983 et maire depuis 1989, Jean-Jacques Brument refuse de faire le mandat de trop. Il rend son tablier, satisfait des projets réalisés et confiant pour sa succession, lors des prochaines municipales de mars 2026.



Par Anne-Sophie Groué-Ruauzel

Publié: 2 Janvier 2026 à 12h35 Temps de lecture: 3 min

Jean-Jacques Brument, maire d'Hautot-sur-Mer, reçoit dans son bureau après avoir glissé une plaisanterie à l'agente d'accueil. Voici plus de trente-cinq ans qu'il passe quotidiennement à l'hôtel-de-ville de la commune où il est né, et où il a été élu dès 1983 avant d'en devenir maire, en 1989.

« Je n'ai jamais été aussi en forme : je ne fume plus depuis 2018, je me suis mis au vélo... mais j'ai réfléchi. Le compteur tourne. » Il ne dit pas son âge, mais cède : *« Je suis né en 1949. Dans six ans, j'aurais... six ans de plus. C'est une période où des problèmes de santé peuvent survenir ; or je ne veux pas hypothéquer l'avenir de la commune en m'accrochant à mon fauteuil de maire. J'en suis à mon sixième mandat : quarante-trois ans ! Je ne suis pas un monarque. À un moment, il faut savoir passer la main à d'autres personnes, plus jeunes, qui auront une autre façon de voir les choses. »*

Il ne se représentera donc pas au suffrage de ses concitoyens en mars prochain. *« Non pas parce que j'en ai marre ! La transition*

sera compliquée, j'aurai sûrement la larme à l'œil. » En plus de quarante ans, les réalisations ont été nombreuses : « J'ai fait ce que j'ai fait avec bon cœur, passion et affection pour la commune et les gens d'ici. Je n'en ai pas fait un New York, j'ai voulu garder son caractère avec ses paysages, espaces boisés, mer en entrant dans le XXI^e siècle et la modernité. »

Le maire aux cinq vitraux

Côté bilan, ce qui revient en premier, c'est « la transformation de cette mairie. On tenait le conseil municipal dans une ancienne salle de classe hideuse. On l'a agrandie, aménagée ». Puis vient « le restaurant scolaire ; les équipements scolaires ont toujours été ma priorité ». Et aussi : « On a refait toutes les voiries. Quand je suis arrivé en 1989, on avait des microcoupures d'électricité : c'était le début de l'informatique, tout le monde se plaignait. Alors on a révisé et mis en souterrain les réseaux, refait une voirie propre et un éclairage neuf. »

Et puis il y a aussi quelques « fiertés : au-dessus du porche dans l'église, il y avait un très grand vitrail bricolé qui s'est effondré lors d'une tempête. Patrick Waravka a été d'accord pour dessiner un nouveau vitrail, sans rémunération. Je me disais que dans ma carrière je n'en ferais jamais deux. » Mais après cette « première » en 1993, rebelote avec « un vitrail du chœur de la chapelle de Pourville »... puis « un troisième plus petit de saint Thomas Cantorbery sur son bateau », toujours pour la chapelle de Pourville et avec Patrick Waravka. Enfin, « il y a deux ans, un monsieur s'est présenté pour une opération de mécénat en mémoire de son père ; je lui ai proposé de refaire deux vitraux de l'église d'Hautot dont les fenestragés avaient été maçonnés il y a plus d'un siècle ». Posés il y a une dizaine de jours, ils seront prochainement inaugurés. D'ailleurs, « j'ai refait les trois églises du sol au plafond ».

Le front de mer a aussi changé d'aspect : « Avant, le bout de la promenade appartenait à Varengueville. On a fait un échange de terrains, repris le site, sale, à son propriétaire et prolongé la promenade. Maintenant, elle est surélevée et deux murs retiennent les vagues, évitant les inondations. »

Des débuts dans la douleur : « Une humiliation ! »

Jean-Jacques Brument pense à ses collaborateurs : « Quand je suis arrivé, les services n'existaient quasiment pas et les services techniques n'avaient rien. » Aujourd'hui, une trentaine de personnes sont employées par la commune, bien équipée. « Le PSG a des moyens presque illimités mais a mis dix ans avant d'avoir une équipe capable de gagner la Coupe d'Europe : moi

aussi j'ai tâtonné au début. Pour être maire, il faut la volonté de faire plusieurs mandats car six ans passent très vite. Mais je n'aurais jamais pensé rester maire trente-sept ans. »

Son pire souvenir, ce sont ses premiers jours de maire : « Recruté par Claude Tabesse, je travaillais à plein temps et j'avais repris des études ! J'ai été embarqué là-dedans et assailli de besoins, de choses à faire... sans personnel suffisant ni services techniques quand, par exemple, une institutrice m'appelait car la poignée d'une fenêtre lui était restée dans les mains ! » Et puis « le premier conseil municipal d'un maire élu, c'est pour faire le budget. Pour mon premier budget, j'ai découvert un emprunt considérable fait dans le cadre des grands chantiers (...). Comme on n'a fait que deux tranches sur quatre à Penly, à l'époque, on n'a eu que la moitié de la taxe professionnelle attendue. En novembre, voir Hautot affichée médiatiquement comme une des communes surendettées du secteur, ça a été une humiliation. Quelques mois après mon élection, j'ai porté le chapeau... mexicain ! »

C'est que l'élu, qui a toujours fait de son premier adjoint « mon ministre des Finances », est attentif aux cordons de la bourse : « Les moyens financiers, il faut faire avec. Les gens payent assez d'impôts comme ça et ma DGF est passée de 375 000 € à 76 000 €, mais je ne suis pas homme à me plaindre : les habitants n'attendent pas de nous qu'on pleure. » « Ni franc-maçon ni encarté », une ancienne sous-préfète lui avait prédit l'échec de tout avenir en politique. Cela l'amuse franchement : « Je n'ai jamais couru après les mandats, mais je me suis piqué au jeu. » À ce titre, il refuse de cataloguer son passage – obligé – à la tête de l'Agglo au rayon des mauvais souvenirs : « Je suis catholique, j'essaie de mettre en pratique des valeurs. »

Une femme pour lui succéder ?

Il l'admet, « beaucoup de projets attendent : la réhabilitation de l'Espace de la mer, la réorganisation des deux groupes scolaires, la maison médicale, soixante-deux logements à réaliser avec le nouveau PLU, les voiries des lotissements, la vidéoprotection, la signalétique intérieure... » Alors, qui pour mener ces dossiers après lui ? « Un grand nombre de personnes de mon équipe vont repartir... et une ancienne adjointe prendra la tête de liste. Ce serait la première femme maire d'Hautot, ça ne me déplairait pas ! »

Après « le plus long mandat de toute l'histoire de la commune », il avoue : « C'est sûr, ça va me manquer. Mais je vais continuer à lire (plutôt de l'histoire, les romans ne cassent les pieds), faire du sport, j'ai même un voyage de prévu ! Et les associations d'ici comme

ailleurs manquent de bras. » Et des mémoires ? « J'ai envie d'écrire quelque chose sur l'histoire d'Hautot, des anecdotes... »

NEWSLETTER POLITIQUE Recevez gratuitement les dernières actualités Politique [en cliquant ici](#) Lire aussi

[Cagnotte en ligne pour les victimes du spectaculaire incendie au nord de Rouen](#)

[Val-de-Scie : il fait don de 30 ans de documents historiques – et d'engagement bénévole – à sa commune](#)

[Sur les traces de Turner à Mers-les-Bains : un héritage artistique dévoilé au grand public](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Élections municipales Hautot-sur-Mer \(Seine-Maritime\)](#)

Contenus sponsorisés

[Dieppe](#)



[Ce qui vous attend en 2026 à Dieppe : des travaux, les équipements, l'économie...](#)



Municipales 2026 : Sophie Zarifian, figure de proue du collectif Le Havre en débat, se déclare candidate

Nicolas Le Jean

5-6 minutes

À travers ses vidéos siglées Le Havre en débat, la réalisatrice de cinéma Sophie Zarifian dit avoir voulu « recréer un espace de parole ». Celui-ci s'est mué en collectif citoyen et sa figure de proue se lance désormais dans la bataille des municipales.



Publié: 2 Janvier 2026 à 10h25 Temps de lecture: 1 min

Nous allons présenter une candidature et je serai tête de liste [aux élections municipales] », annonce à *Paris Normandie* la réalisatrice de cinéma [Sophie Zarifian](#), 40 ans, fille du réalisateur havrais décédé Christian Zarifian. Un prolongement somme toute logique de l'action qu'elle mène à la tête du collectif citoyen Le Havre en débat.



Sophie Zarifian mènera la liste « déjà bien avancée » du Havre en

débat, avec Lahcene Belgacem en deuxième position. - Nicolas Le Jean/Paris Normandie

Celui-ci a pris forme à partir d'une série de vidéos qu'a lancée la réalisatrice [sur Facebook](#) à partir de janvier 2025 avec, dans les premiers opus, des coups de griffes appuyés au maire Édouard Philippe, accusé ici de « *pantouflage* », là d'« *arrogance* », là d'« *imposture* »... « *Il occupe la place et a beaucoup personnalisé sa politique, mais la question centrale, c'est sa gestion de la ville* », tempère la réalisatrice.

Et de détailler la genèse de sa démarche : « *Depuis que je suis revenue au Havre, en 2014, j'ai eu l'impression que la ville avait un peu stagné, qu'il n'y avait pas de vision et surtout qu'il n'y avait pas d'espace pour la parole des Havrais. Dans les conseils de quartier, le maire arrive souvent avec des projets ficelés et il y a peu de dialogue avec les citoyens. Mes vidéos visent à recréer cet espace de parole.* »

« « Nous voulons nous investir à 100 % sur les besoins du Havre sans être contraints par les partis politiques. »

Lahcene Belgacem, Numéro deux de la future liste

Sophie Zarifian explique que l'intérêt suscité par ces vidéos l'a incitée, en juin dernier, à « *créer un mouvement* » dans la perspective des municipales. Il compte une centaine de sympathisants actifs selon elle, et affirme tant son indépendance que son ancrage local. « *Nous voulons nous investir à 100 % sur les besoins du Havre sans être contraints par les pressions ou les consignes de partis politiques* », souligne Lahcene Belgacem, 40 ans, numéro deux d'une liste « *assez bien avancée* » dans sa constitution, précise Sophie Zarifian.

Un « Hub Bleu » dans le projet

Le programme du Havre en débat, finalisé collégialement, s'articule autour de cinq axes : « *écologie* », « *santé, vieillesse et solidarité* », « *culture* », « *économie locale, emploi, attractivité* » et « *démocratie locale* ». Une proposition majeure est la création d'un « Hub Bleu », c'est-à-dire un « *centre international d'écologie maritime alliant formation, recherche, culture, innovation et économie bleue* ».

Notons aussi la gratuité totale des transports en commun, la création d'un centre de santé municipal employant des médecins salariés, ou encore une refonte de la gouvernance locale via l'instauration d'un conseil municipal citoyen et l'allocation de budgets participatifs aux conseils de quartiers.

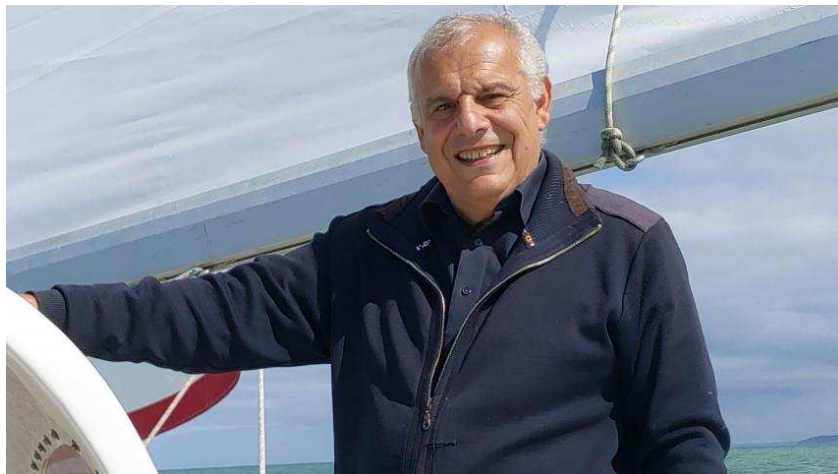
NEWSLETTER POLITIQUE Recevez gratuitement les dernières

Municipales 2026 : Jean-Pierre Bigot veut « réinventer la mairie » à Sassetot-le-Mauconduit

Paris Normandie

3–4 minutes

Jean-Pierre Bigot souhaite créer une liste apolitique à l'approche des élections municipales à Sassetot-le-Mauconduit, avec une « approche innovante ».



Jean-Pierre Bigot, candidat à la mairie de Sassetot-le-Mauconduit.

- DR



Publié: 3 Janvier 2026 à 17h05 Temps de lecture: 1 min

Ingénieur et expert judiciaire, retraité, Jean-Pierre Bigot entend se présenter aux élections municipales de mars 2026, [à Sassetot-le-Mauconduit](#), avec une « *approche innovante et participative* ». Cet habitant du hameau [des Grandes Dalles](#) souhaite « *réinventer la mairie* », avec un programme axé sur des projets phares. « *Des choses vraiment nécessaires, comme un bureau d'aide sociale et d'aide administrative, dirigé par un adjoint.* »

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

« Mettre les gens au travail, en particulier les adjoints »

Aussi, il envisage que des parents d'élèves et des enseignants s'engagent dans un accompagnement aux devoirs, là aussi sous la direction d'un adjoint. Dans un contexte économique général tendu, *« l'idée principale est de faire beaucoup par nous-mêmes et de mettre les gens au travail, en particulier les adjoints »*. Celui qui mène la liste « Bien vivre à Sassetot » la veut « *apolitique* » et invite ceux qui le souhaitent à rejoindre son équipe.

Lire aussi

[Près de Fécamp. Mère avant d'être maire : un livre va faire revivre Marie-Madeleine Babin, femme d'engagement](#)

[À Fécamp, connaissez-vous le collectif féministe qui se réunit tous les trimestres ?](#)

[Qui veut être à la tête d'un restaurant-épicerie ? Une commune rurale normande cherche preneur](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Sassetot-le-Mauconduit \(Seine-Maritime\)](#)

Contenus sponsorisés

[Fécamp](#)



[Près de Fécamp. Mère avant d'être maire : un livre va faire revivre Marie-Madeleine Babin, femme d'engagement](#)



Bois-Guilbert : 120 000 € du Loto du patrimoine pour sauver sa serre historique

L.R

~4 minutes



Identifiez vous, pour sauvegarder ce article et le consulter plus tard !



©Jean-Marc de Pas.

Le château de Bois-Guilbert reçoit un soutien de la Fondation du patrimoine Normandie. Une enveloppe de 120 000 € a été allouée à ce patrimoine architectural dans le cadre d'une dynamique nationale de sauvegarde des sites en péril. Pour cet édifice du milieu du XIXe siècle, l'enjeu est vital : les fonds permettront de stabiliser la structure, de traiter la corrosion et de restaurer les jonctions fragiles. Cet investissement s'inscrit dans une politique régionale globale, complétée par d'autres aides départementales, visant à pérenniser l'héritage culturel de la Normandie.

Renaissance d'un joyau de verre et d'acier

Fermée depuis 2024 pour des raisons de sécurité, cette serre, l'une des plus anciennes de France, va enfin connaître une seconde jeunesse. Les travaux, confiés à des experts en ferronnerie d'art et en vitrerie, seront couplés à des interventions de maçonnerie pour garantir la solidité de l'ensemble. Au-delà de la simple rénovation technique, le projet ambitionne de transformer le site en un véritable pôle pédagogique. À terme, la serre deviendra un lieu d'interprétation dédié au patrimoine verrier et rural du XIXe siècle, renforçant ainsi l'attractivité touristique et culturelle du territoire.

Un coup d'accélérateur pour la sauvegarde du patrimoine normand

Avec une dotation globale de 945 000 € répartie sur cinq sites, la Normandie confirme son rang de priorité pour la Fondation du patrimoine. Derrière le projet de Bois-Guilbert, quatre autres édifices bénéficient de cet élan, entre autres, le manoir de Coupesarte (290 000 €), la chapelle Saint-Laurent (200 000 €), le moulin de l'Hydre (170 000 €) et le château de Vauville (165 000 €). À l'échelle nationale, cet effort s'intègre dans un plan d'action global de 21,4 millions d'euros, destiné à faire revivre 102 sites patrimoniaux sur tout le territoire français.

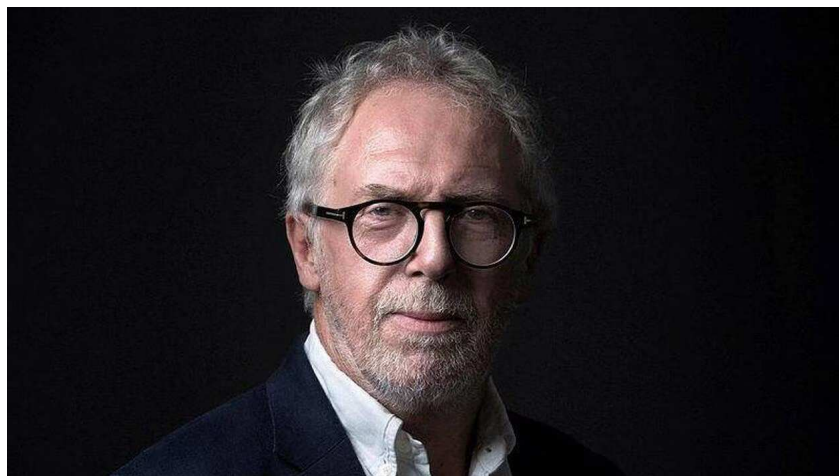
Légion d'honneur : qui sont les Normandes et Normands distingués dans la promotion de ce 1er janvier 2026 ?

Léa LE BRETON

9–12 minutes

Article premium, Réservé aux abonnés (contenu complet accessible)

Comme chaque année, la promotion civile de la Légion d'honneur est dévoilée le 1er janvier. En ce premier jour de 2026, une liste de 616 personnes décorées a été publiée au Journal officiel. Qui sont les Normands et Normands distingués ? Voici une liste non exhaustive.



Ancien avocat d'Alençon (Orne) et président de l'association de victimes 13onze15 des attentats du Stade de France et de Paris, Philippe Duperron a été promu au grade de chevalier. | ARCHIVES JOËL SAGET, AFP

Publié le 01/01/2026 à 11h37

Le célèbre peintre britannique, domicilié en Normandie, [David Hockney](#), a été élevé au grade d'officier de la Légion d'honneur. Une distinction un peu particulière puisque l'artiste de 88 ans est décoré en tant qu'étranger vivant en France. Cet amoureux de la Normandie a installé ses valises en 2019 dans la commune de Rumesnil, à côté de Beuvron-en-Auge, dans le Calvados.

Lire aussi : [Légion d'honneur : le peintre britannique installé en Normandie David Hockney décoré](#)



David Hockney, le plus célèbre des peintres normands d'adoption, a été élevé au grade d'officier de la Légion d'honneur. | ROBIN UTRECHT, EPA-EFE

Créateur, directeur jusqu'à fin octobre 2025 et président d'[Eldim](#), une entreprise extrêmement pointue dans l'optique de précision et dans les systèmes de reconnaissance faciale, basée à Caen (Calvados), Thierry Leroux est, lui aussi, fait chevalier.

Lire aussi : [Près de Caen, l'entreprise Eldim a déposé une procédure de sauvegarde pour structurer sa dette](#)



Thierry Leroux est le fondateur de l'entreprise spécialisée dans l'optique de précision, Eldim, installée près de Caen (Calvados). Il en a été le directeur jusqu'à fin octobre 2025 avant de laisser sa place à Anthony Saugey, mais il en reste le président. | ARCHIVES OUEST-FRANCE

Ancien avocat alençonnais et président de l'association de victimes 13onze15 des attentats à Paris le 13 novembre 2015, [Philippe Duperron](#) a été promu au grade de chevalier. Lui et sa femme ont perdu leur fils Thomas, âgé de 30 ans, au Bataclan.

Lire aussi : [Attentats du 13-Novembre. À Alençon, Chantal et Philippe Duperron continuent leur combat pour Thomas](#)



Philippe Duperron, président de l'association 13onze15, a été décoré. | ARCHIVES OUEST-FRANCE

Dans cette liste, on retrouve également Bruno Zanello, âgé de 75 ans, et ancien dirigeant de l'entreprise du bâtiment du même nom, à Tessy-sur-Vire, dans la Manche. Issu de la troisième génération des Zanello, qui ont marqué le monde de la construction dans la Manche après la guerre, Bruno Zanello avait pris les rênes de l'entreprise en 1980 et a été distingué pour cinquante-trois années de service. Il a été également juge du tribunal de commerce de Coutances et président de la [Fédération française du BTP dans la Manche](#). Rachetée par le groupe lillois Ramery en 2012, Zanello a fêté son centenaire en septembre 2025.

Lire aussi : [Dans la Manche, l'entrepreneur Bruno Zanello et la maire de Saint-Lô récipiendaires de la Légion d'honneur](#)

Directrice de greffe à la cour d'appel de Rouen (Seine-Maritime), Catherine Cheneau a également été décorée au grade de chevalier, pour ses trente-neuf ans de service.

Lire aussi : [Légion d'honneur : Boualem Sansal, Nolwenn Leroy, Guillaume Canet, Jean-Paul Rouve... Les personnalités décorées](#)

Des personnalités politiques distinguées

Dans cette longue liste de 616 personnes, on retrouve également

quelques élus normands : parmi eux, [Jean-Benoît Albertini](#), préfet de la région Normandie et de Seine-Maritime ; Josette Cheval, adjointe honoraire au maire de Rouen (Seine-Maritime) ; Catherine Flavigny, maire de Mont-Saint-Aignan (Seine-Maritime) ; Jean-Paul Legendre, maire d'Iville, président de la communauté de communes du pays du Neubourg et vice-président du conseil départemental de l'Eure ; Gaëtan Levitre, adjoint au maire d'Alizay (Eure) ou encore [Emmanuelle Lejeune](#), maire de Saint-Lô (Manche).

Seine-Maritime. Légion d'honneur : le préfet de Normandie promu au grade d'officier

Anaëlle Dessole

~2 minutes

Le décret du 31 décembre 2025 portant promotion et nomination dans l'ordre national de la Légion d'honneur a été [publié au journal officiel](#) du 1^{er} janvier 2026. On y découvre notamment la promotion au grade d'officier du préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime Jean-Benoît Albertini. Sa nomination au grade de chevalier datait de novembre 2010.

Chevalier en 2010

Jean-Benoît Albertini, licencié en histoire et en lettres, diplômé de l'Institut d'études politique de Paris mais également docteur en droit public et ancien élève de l'ENA (Ecole nationale d'administration, chargé de former les hauts fonctionnaires de l'Etat) [a pris ses fonctions lundi 30 janvier 2023](#). Originaire de l'Essonne (91), il a succédé à Pierre-André Durand.

Chantal Ladesou, Dominique Farrugia, Nolwenn Leroy

Dans ce décret du 31 décembre 2025, on remarque également la promotion au grade d'officier du comédien, réalisateur et producteur, Dominique Farrugia ; la nomination au grade de chevalier du comédien, réalisateur, scénariste et producteur Guillaume Canet, du comédien, réalisateur et scénariste Guillaume Gallienne, des comédiennes Catherine Jacob et [Chantal Ladesou](#), de l'autrice-compositrice, interprète Nolwenn Leroy ou encore de l'acteur, réalisateur, scénariste et producteur Jean-Paul Rouve.